

Mgr Aldo di Cillo Pagotto, SSS
Mgr Robert F. Vasa
Mgr Athanasius Schneider



Option préférentielle pour LA FAMILLE

**100 questions et 100 réponses
autour du Synode**

Préface du Cardinal Jorge A. Medina Estévez

Edizioni Supplica Filiale

Mgr Aldo di Cillo Pagotto, SSS
ARCHEVÊQUE DE PARAÍBA, BRÉSIL

Mgr Robert F. Vasa
EVÊQUE DE SANTA ROSA, CALIFORNIE

Mgr Athanasius Schneider
EVÊQUE AUXILIAIRE D'ASTANA, KAZAKHSTAN

Option préférentielle pour la famille

Cent questions et cent réponses autour du Synode

Préface du Cardinal Jorge A. Medina Estévez



Edizioni Supplica Filiale

Pour l'original italien « Opzione preferenziale per la Famiglia »
© 2015 Supplica Filiale
Via Nizza 110 – 00198 Roma, Italia
www.supplicafiliale.org – Email : segreteria.supplicafiliale@outlook.com

Traduction à partir de l'original en italien.
© Avenir de la Culture – association déclarée, loi 1901
6 rue d'Estrées – 75007 Paris
Tél. : 0810 122 924 – Fax : 01 45 56 03 70
Siège social : Le Jaglu – 28170 St-Sauveur-Marville
N° SIRET : 344 030 002 00036

Dépôt légal : juillet 2015
Exemplaire hors-commerce ; ce livre ne peut être vendu.

Illustration de la couverture : Julius Schnorr von Carolsfeld (1794-1872),
Fuite en Égypte (détail), 1828, Musée Kunstpalast, Düsseldorf.

Illustration de la page 3 : Gustave Doré (1832-1883),
Moïse descend du Mont Sinaï avec les Dix Commandements (détail).

Préface

Que la famille traverse une crise réelle et profonde dans de nombreux pays, c'est une appréciation qui semble objective. Il ne serait pas sage d'ignorer ou de minimiser cette réalité. Nous devons en tenir compte, essayer d'évaluer sa portée et son ampleur et nous efforcer d'identifier les moyens appropriés pour la surmonter. C'est l'objectif poursuivi, avec réalisme et espoir, par *Option préférentielle pour la famille* que j'ai le plaisir de présenter au public.

La crise de la famille n'est pas la seule qui afflige le monde contemporain. Il y en a d'autres, et leurs liens et interactions réciproques sont nombreux. Il suffit de penser, par exemple, aux mensonges utilisés comme un expédient « légitime » pour se sortir de situations complexes ; à la prolifération des comportements égoïstes ; au déséquilibre scandaleux entre ceux qui jouissent d'un bien-être disproportionné et même luxueux et la masse de ceux qui sont dépourvus du strict nécessaire ; à l'expansion monstrueuse du trafic de drogues et de la toxicomanie, et à toutes les autres réalités qui menacent les racines de la vie en société.

Certains croient que la solution à tous ces problèmes réside principalement dans la multiplication des lois et des contrôles. Sans nier l'importance réelle de ces réponses sociales, un chrétien devrait d'abord se rappeler ces paroles de Jésus : « Car c'est du cœur que proviennent les pensées mauvaises : meurtres, adultères, inconduite, vols, faux témoignages, diffamations. C'est cela qui rend l'homme impur » (Mt 15.19 et suiv. ; Mc 7.21-23). La conversion du cœur est donc capitale, car sans elle les instruments extérieurs n'auront qu'une efficacité limitée et de courte durée.

Or, la conversion du cœur suppose une purification radicale de la pensée, selon l'avertissement de saint Paul : « Ne prenez pas pour modèle le monde présent, mais transformez-vous en renouvelant votre façon de penser pour discerner quelle est la volonté de Dieu : ce qui est bon, ce qui est capable de lui plaire, ce qui est parfait » (Rm 12.2). Maintes réalités de ce monde portent en effet l'empreinte du Malin (cf. 1 Jn 5.19), de celui que Jésus appelle « menteur et père du mensonge » (Jn 8.44) et dont l'empreinte se

manifeste surtout sous la forme d'erreurs qui, sous l'apparence de la vérité, défigurent les vrais options du bien de l'être humain.

Dans le domaine de la famille, la conversion du cœur suppose naturellement une conscience claire de la nature du mariage comme image de l'amour conjugal de Dieu pour son peuple et du Christ pour son Église. La famille chrétienne naît d'un lien sacramentel, d'une effusion de la grâce et, à ce titre, d'un appel à la sainteté pour ceux qui doivent vivre leur foi dans l'état matrimonial et en assumant les obligations. Celles-ci ne se limitent pas à la recherche du bien-être temporel de la famille mais doivent se projeter dans la sphère surnaturelle dès ce pèlerinage terrestre, pour aboutir joyeusement au destin de gloire et de bonheur auquel notre vocation baptismale nous appelle.

La famille chrétienne est par sa nature propre une réalité religieuse, et cela de façon substantielle et non pas comme quelque chose d'accidentel qui peut indifféremment être ou ne pas être. La déclaration programmatique de saint Paul vaut pour les époux chrétiens comme pour chaque disciple du Christ : « Si nous vivons, nous vivons pour le Seigneur » (Rm 14.8). Et cela en toute circonstance, sans que rien n'échappe à la joyeuse conséquence d'avoir reçu la consécration baptismale ni, pour ceux qui sont mariés, à vivre celle-ci dans l'« église domestique » de leur foyer. D'où découle la responsabilité des parents d'annoncer la foi à leurs enfants. De là aussi l'importance de la prière quotidienne en famille devant le petit autel ou l'image qui préside au foyer.

Comme tous les chrétiens, les membres d'une famille peuvent éprouver des faiblesses et même commettre des péchés. Dans de tels cas, il leur est toujours possible de faire appel à la miséricorde infinie et paternelle de Dieu qui les invite à la conversion par une contrition sincère, laquelle, comme le Concile de Trente l'enseigne, est une « douleur de l'âme et une détestation du péché commis, avec un ferme propos de ne plus pécher à l'avenir » (voir Denz. 1676).

Jorge A. Cardinal Medina Estévez

Avant-propos

Pourquoi ce cahier ?

Ce cahier est un vade-mecum, composé selon la méthode des questions/réponses, qui expose de façon claire et simple quelques thèmes de la doctrine catholique sur le mariage et la famille.

Il aborde des questions épineuses mais fondamentales qui font actuellement débat sur le rôle et la place de la famille dans le monde actuel. Non seulement celles qui ont été soulevées lors du Synode extraordinaire qui a eu lieu l'année dernière, mais aussi celles qui ont émergé parmi les intellectuels, journalistes et éditorialistes, croyants ou agnostiques, qui voudraient que leur vision des choses soit adoptée par l'Église catholique.

Plusieurs de ces questions seront vraisemblablement reprises lors du prochain Synode. Elles seront aussi et très certainement commentées par les médias, la blogosphère et les réseaux sociaux qui aujourd'hui modèlent directement l'opinion publique.

De quoi traite-t-il ?

La famille est un sujet très étendu. Un grand nombre de ses aspects tels que le statut ecclésial du mariage, la famille comme petite Église domestique, la vocation à la sainteté dans le mariage, la prière en famille, le rôle des parents comme premiers annonceurs de l'Évangile auprès des enfants constituent une source immense pour la pastorale de l'Église. Nous aurions aimé pouvoir les approfondir pour aider à l'évangélisation de la famille mais, pour chacun deux, il eût fallu écrire tout un livre. Nous souhaitons cependant que ces sujets soient pris en considération lors du Synode de 2015.

Dans ce cahier aux dimensions limitées, nous nous sommes donc concentrés sur quelques points décisifs et délicats, objets du débat synodal, qui ont été partiellement mal interprétés par certai-

nes écoles théologiques et surtout par la propagande médiatique en leur faveur. Il nous semble donc opportun de réitérer certaines vérités doctrinales fondamentales et quelques exigences pastorales incontournables concernant la famille, dont la situation est assez différente de ce que l'on veut nous faire croire.

À qui s'adresse-t-il ?

Ce livret a été écrit surtout pour les évêques, les prêtres, les religieux, les fidèles qui occupent des postes de responsabilité dans l'Église. Mais il s'adresse aussi aux laïcs qui, préoccupés par les difficultés grandissantes que rencontrent les familles, désirent s'opposer à l'incessante offensive anti-famille menée par la propagande de certains médias très puissants. Ils y trouveront tous une sorte de manuel d'orientation.

« Les hommes refusent de faire ce qui est prescrit par la parole de Dieu. En fait, ils considèrent hostile la parole divine elle-même par le simple fait qu'elle commande. Comme je répète cela, je crains d'être moi-aussi considéré par certains comme un ennemi. Mais après tout, que m'importe? Le Dieu qui me rend fort me pousse à parler et à ne pas craindre les protestations des hommes. Qu'ils le veuillent ou non, je vais parler ! »
(St Augustin d'Hippone, Sermon IX, sur le mariage, n° 3.)

– I –

Le Synode des Évêques et son autorité

01 QUESTION : **Qu'est-ce qu'un Synode des Évêques ?**

RÉPONSE :

Le Synode des Évêques est une institution permanente de l'Église catholique, instituée par le Pape Paul VI avec le Motu proprio *Apostolica sollicitudo* (15 septembre 1965), afin d'aider de ses conseils le Pape dans le gouvernement de l'Église universelle et de mettre en œuvre la plus grande « collégialité » prévue par le Concile Vatican II. Le Synode est convoqué par le Pape et se réunit sous trois formes : assemblée générale ordinaire, assemblée générale extraordinaire et assemblée spéciale.

02 QUESTION : **Les conclusions du Synode des Évêques ont-elles une valeur magistrale et sont-elles donc obligatoires pour les fidèles ?**

RÉPONSE :

Le Synode est une assemblée consultative qui n'a aucune valeur magistérielle. Il ne reçoit un pouvoir de décision que dans la mesure où le Pape le lui donne, comme à toute autre assemblée. Mais en règle générale le Pape s'inspire de ses conclusions pour publier une *Exhortation apostolique post-synodale*, qui propose les conclusions du Synode à toute l'Église.

03 QUESTION : **Le Synode des Évêques peut-il changer la doctrine de l'Église sur des points relatifs à la foi ou à la morale ?**

RÉPONSE :

Ni le Synode des Évêques ni aucune autre instance ecclésiale n'ont le pouvoir de changer la doctrine de l'Église.

L'Église « *ne cesse pas ... de proclamer avec une humble fermeté, toute la loi morale, tant naturelle qu'évangélique. Ce n'est pas elle qui a créé cette loi, elle ne saurait donc en être l'arbitre; elle en est seulement la dépositaire et l'interprète, sans pouvoir jamais déclarer licite une chose qui ne l'est pas à cause de son intime et immuable opposition au vrai bien de l'homme* » (Bx Paul VI, *Humanae vitae*, 25 juillet 1968, n.18).

« *Une doctrine qui a duré des siècles et qui a été constamment réaffirmée par l'Église ne peut être modifiée sans risquer la crédibilité de l'Église* » (Card. Velasio De Paolis, *I divorziati risposati e i Sacramenti dell'Eucaristia e della Penitenza*, Prolusione al Tribunale Ecclesiastico Regionale Umbro, 8 janvier 2015, p. 24).

04 QUESTION : **Si le Synode ne le peut, le Pape peut-il au moins modifier l'enseignement de l'Église sur des points fondamentaux de la théologie morale, comme le mariage sacramentel ?**

RÉPONSE :

Beaucoup de points clefs de la théologie morale, comme la doctrine du mariage sacramentel, ont été enseignés directement par Dieu et ne peuvent donc pas être modifiés par une autorité ecclésiastique quelconque, pas même le Souverain Pontife.

« *Il ressort donc avec clarté que la non-extension de la puissance du Pontife Romain aux mariages sacramentels conclus et consommés est enseignée par le Magistère de l'Église comme doctrine à conserver de façon définitive* » (St Jean-Paul II, discours du 21 janvier 2000 au Tribunal de la Rote Romaine).

05 QUESTION : **Si la doctrine ne peut être modifiée, le Synode peut-il au moins modifier la discipline de l'Église en matière de mariage et de famille ?**

RÉPONSE :

Le Synode n'a pas le pouvoir de changer la discipline de l'Église en matière de mariage et de famille. Seul le Pontife Romain peut le faire, et toujours en accord avec la Vérité révélée et le salut des âmes.

« *La discipline ne peut être envisagée comme une réalité purement humaine et variable, mais elle a un sens beaucoup plus étendu. La discipline comprend également la loi de Dieu, tel les Commandements, qui ne sont pas susceptibles de changement même s'ils ne sont pas directement de nature doctrinale ; la même chose vaut pour toutes les règles de droit divin. La discipline comprend*

souvent tout ce que le chrétien doit croire comme un engagement de vie pour être un fidèle disciple de Notre Seigneur Jésus-Christ » (Card. Velasio De Paolis, *I divorziati risposati e i Sacramenti dell'Eucaristia e della Penitenza*, Prolusione cit., p. 29).

06 QUESTION : Certains affirment néanmoins que le Pape n'a pas convoqué deux synodes sur la famille juste pour réitérer ce qui existe. Sommes-nous donc à la veille d'un « tournant pastoral » ?

RÉPONSE :

S'il est vrai qu'on ne convoque pas un synode seulement pour réaffirmer une doctrine, on ne peut pas non plus en convoquer un pour la nier. On doit donc éviter que certains courants osent faire des propositions pastorales qui contredisent la doctrine catholique ou introduire un langage ambigu qui cache les vrais problèmes de la famille et leur véritable solution.

– II –

La préparation du Synode sur la famille de 2014

07 QUESTION : Comment le projet du Synode des Évêques sur la famille est-il né ?

RÉPONSE :

Le 11 mai 2013, le Conseil Pontifical pour la Famille a publié le « Document préparatoire » à la IIIème Assemblée Générale Extraordinaire du Synode des Évêques sur le thème *Les défis pastoraux de la famille dans le contexte de l'évangélisation*, qui a eu lieu au Vatican du 5 au 19 octobre 2014. Par la volonté du Pape, cette assemblée extraordinaire devait en préparer une autre, ordinaire celle-là, qui se tiendra au Vatican du 4 au 25 octobre 2015. Il s'agit donc d'un synode sur la famille divisé en deux phases à un an de distance.

08 QUESTION : Quelle était l'idée originale du Synode ?

RÉPONSE :

Les organisateurs du Synode ont voulu obtenir une vision concrète de la situation de la famille dans la société moderne pour lancer une nouvelle réflexion théologique et pastorale.

La *Relatio Synodi*, c'est-à-dire le document final du Synode de 2014, affirme l'importance de « l'écoute, pour considérer la réa-

lité de la famille aujourd'hui, dans la complexité de ses lumières et de ses ombres » (Relatio Synodi, Introduction n.4).

09 QUESTION : En quoi consistait exactement, cette « écoute » ?

RÉPONSE :

Pour connaître la situation réelle de la famille dans la société moderne et pour en saisir les besoins, un *Questionnaire* a été élaboré avant le Synode de 2014 – annexé plus tard au *Document préparatoire* – lequel a été envoyé aux évêques et à de nombreuses organisations catholiques à travers le monde, dans le but de recueillir les suggestions formulées par le « peuple de Dieu ».

10 QUESTION : Ce questionnaire a-t-il été formulé afin de pouvoir obtenir une image fidèle et complète de la situation actuelle de la famille ?

RÉPONSE :

Comme précisé ci-après, des experts faisant autorité ont exprimé de nombreuses préoccupations au sujet du *Questionnaire*, montrant que nombre de réalités et de problèmes, même importants, avaient été exclus et qu'une version partielle ou exagérée avait été présentée sur d'autres. Dans les *Lineamenta* et le nouveau *Questionnaire* pour le Synode de 2015, ces questions plus épineuses ont été arrondies, mais on ne peut pas exclure qu'elles réapparaissent par surprise, comme ce fut le cas au Synode de 2014.

11 QUESTION : Cela signifie-t-il que le *Questionnaire* pour le Synode de 2014 n'abordait pas les problèmes réels et cruciaux de la famille ?

RÉPONSE :

Certaines questions de ce *Questionnaire* semblent avoir été formulées pour obtenir un certain type de réponses présentant une vue partielle de la réalité. En fait, selon les informations véhiculées par les médias, de nombreuses réponses arrivées au Synode, provenant surtout de certains pays européens, ont accordé une importance préférentielle aux questions marginales par rapport aux questions centrales, à celles de type émotionnel par rapport à celles de caractère doctrinal et aux sujets pathologiques par rapport aux sujets normaux. L'image de la famille qui en résulte ne semble pas correspondre à l'image réelle, mais plutôt à celle propagée dans les médias par une certaine culture laïque.

En revanche, les « *familles qui réalisent dans la communion familiale leur vocation de vie humaine et chrétienne (...) sont innombrables, dans tous les pays, dans tous les diocèses et dans tou-*

tes les paroisses. On peut raisonnablement penser qu'elles constituent "la règle" » (St Jean-Paul II, *Lettre aux Familles Gratissimam sane*, du 2 février 1994, n.5).

12 QUESTION : Pouvez-vous me donner un exemple à cet égard ?

RÉPONSE :

Un exemple de partialité peut être relevé dans la troisième partie de la *Relatio Synodi*, intitulée *La discussion : perspectives pastorales*. Différents types de couples y sont listés dans le but de pouvoir développer une pastorale spécifique. Basé sur le comptage des mots, voici le pourcentage d'attention donnée par le document à chacune des catégories suivantes :

Fiancés : 7%

Mariés : 7%

Cohabitant ou mariés civilement : 17%

Divorcés / remariés : 61%

Homosexuels : 7%

« La vaste problématique que le thème [de la famille] soulève a été réduite en fait à une seule question, plutôt marginale et secondaire, bien qu'importante – la réception de la Sainte Communion par les divorcés – alors que les questions les plus pertinentes auraient dû être celles qui sont en amont : à savoir, quels obstacles empêchent ces personnes d'accéder à l'Eucharistie, et quel est le sens du mariage chrétien et ses particularités » (cf. Card. Velasio De Paolis, *I divorziati risposati e i Sacramenti dell'Eucaristia e della Penitenza*, Prolusione cit., p. 7).

D'après ce que raconte le cardinal de Paolis dans ce même discours inaugural au Tribunal ecclésiastique régional de l'Ombrie, le cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon, aurait même dit à la presse que les évêques étaient appelés à parler de mariage, mais qu'ils se sont trouvés, au contraire, dans la position de devoir discuter des divorcés remariés. De sorte que les quelques propositions synodales finales approuvées en 2014 ne concernent pas les couples ordinaires, mais les divorcés-remariés.

13 QUESTION : Quelles seraient alors les familles vraiment en difficulté aujourd'hui et qui méritent aide et protection ?

RÉPONSE :

De nombreuses catégories de familles sont confrontées aujourd'hui à des problèmes réels et sérieux. Prenons, par exemple, les familles qui doivent affronter les menaces à leur intégrité morale ou à l'éducation chrétienne de leurs enfants ; les familles

avec beaucoup d'enfants qui ne reçoivent pas un soutien suffisant de la communauté ou de l'État (et, parfois, même de leurs pasteurs). Ou les familles en difficulté économique ou psychologique, comme les familles monoparentales, dont le père ou la mère resté seul, ne parvient pas à boucler les fins de mois ou qui a été éloigné de ses enfants. Pensons aux familles avec des enfants handicapés ou toxicomanes, celles marquées par des conflits ou des scandales, celles arrachées à leur environnement, celles qui sont persécutées à cause de leur foi, celles injustement discriminées et exilées pour des raisons politiques (cf. St Jean-Paul II, *Familiaris consortio*, n° 77).

Ce sont les familles en réelle difficulté qui mériteraient une attention préférentielle du Synode. En outre, « *il faut aussi reconnaître le prix du témoignage des époux abandonnés par leur conjoint qui, grâce à leur foi et à leur espérance chrétiennes, n'ont pas contracté une nouvelle union. (...) C'est pourquoi les pasteurs et les fidèles de l'Église doivent les encourager et les aider à persévérer dans ce sens* » (St Jean-Paul II, *Familiaris consortio*, n° 20).

14 QUESTION : **Quels sont les mots les plus utilisés par le Questionnaire et dans les textes synodaux ?**

RÉPONSE :

Bien sûr après le mot famille, les plus utilisés sont *vie, amour, pastorale, miséricorde, affection, femme*. Le mot *doctrine* n'apparaît que trois fois et dans des contextes marginaux ; les mots *morale, vertu, fidélité et chasteté* n'y figurent qu'une seule fois. Des mots importants comme *engagement, adultère, contraception, avortement* y sont totalement absents (cf. Enrico Cattaneo, *Non solo famiglia. Ecco le parole chiave del Sinodo*, dans *La Nuova Bussola Quotidiana*, 3-2-2015).

– III –

L'Église et la famille

15 QUESTION : **Dans le passé, des synodes ont traité spécifiquement de la famille à plusieurs reprises. Pourquoi faut-il s'en occuper aujourd'hui ?**

RÉPONSE :

Parce que la famille engage profondément la réalité personnelle, sociale et historique de l'homme ; en outre, la famille n'est pas seulement la cellule-mère de la société et le « sanctuaire de la vie », mais elle est aussi et surtout l'« Église domestique » (*Lumen gentium*, n° 11).

Aujourd'hui surtout, la famille est soumise à un processus qui risque de changer non seulement ses conditions vitales, mais aussi son patrimoine génétique, ainsi que de nombreux sociologues en ont lancé l'avertissement (voir par exemple Pierpaolo Donati, *Famiglia : il genoma che fa vivere la società*, Rubbettino, Soveria Mannelli 2013, ch. VI). Pour remédier à ce danger, l'Église a fait beaucoup d'efforts à travers l'enseignement et la création de centres d'études ; mais les observateurs les plus désenchantés admettent que « *cela fait maintenant des décennies que nous parlons de la "nouvelle évangélisation"* ; *mais ses résultats sont plutôt rares. (...) La question urgente que nous devons nous poser est : qu'est-ce qui manque à nos efforts d'évangélisation et de proclamation de Jésus-Christ ? Quelle est la bonne route ?* » (Card. Velasio De Paolis, *I divorziati risposati e i Sacramenti dell'Eucaristia e della Penitenza*, Prolusione cit., p. 5 et 29).

« *La santé de la personne et de la société, tant humaine que chrétienne, est étroitement liée à la prospérité de la communauté conjugale et familiale* » (*Gaudium et spes*, n° 47).

« *L'avenir de l'évangélisation dépend en grande partie de l'Église domestique. (...) Là où une législation antireligieuse prétend même empêcher l'éducation de la foi, là où une incroyance diffuse ou bien un sécularisme envahissant rendent pratiquement impossible une véritable croissance religieuse, cette sorte d'Église qu'est le foyer reste l'unique milieu où enfants et jeunes peuvent recevoir une authentique catéchèse* » (Jean-Paul II, *Familiaris consortio*, n° 52).

16 QUESTION : Existe-il une relation entre la crise de la famille et les lois en vigueur dans le monde ?

RÉPONSE :

Comme le dit un principe juridique bien connu, « la loi d'aujourd'hui sera la coutume de demain » ; cela signifie que l'opinion publique finit par accepter comme légitime ce que l'État détermine comme tel. Par exemple, les lois autorisant le divorce créent une tendance qui influence la mentalité des fidèles contre la stabilité et l'indissolubilité du mariage. Pour empêcher que le mariage naturel ou sacramentel disparaisse il est donc nécessaire que les catholiques s'opposent à la mentalité bienveillante avec laquelle peut être vu le divorce propagé par les lois civiles.

Le Pape Léon XIII s'est ainsi exprimé de manière prophétique à l'occasion de l'approbation législative du divorce en France :

« Mais il est à peine besoin de dire tout ce que le divorce renferme de conséquences funestes. Il rend les contrats de mariage révocables ; il amoindrit l'affection mutuelle ; il fournit de dangereux stimulants à l'infidélité ; il compromet la conservation et l'éducation des enfants ; il offre une occasion de dissolution à la société familiale ; il sème des germes de discorde entre les familles ; il dégrade et ravale la dignité de la femme, qui court le danger d'être abandonnée après avoir servi aux passions de l'homme. (...) »

« Ces maux paraîtront encore plus graves si l'on considère qu'une fois la liberté du divorce accordée, il n'y aura jamais d'obstacle assez puissant pour la contenir dans les limites déterminées et prévues d'avance. Grande est la force des exemples, plus grande encore est celle des passions. Avec de pareils stimulants, il doit arriver que le désir effréné du divorce, s'insinuant chaque jour davantage, s'empare d'un plus grand nombre de cœurs. C'est comme une maladie qui se propage par contagion, ou comme un fleuve qui déborde après avoir franchi ses digues » (Léon XIII, *Arcanum divinae sapientiae*, du 10-2-1880, n.17).

Plus de cent trente ans plus tard, le Pr Stephan Kampowski, professeur à l'Institut pontifical Jean-Paul II pour les études sur le mariage et la famille, n'a qu'à constater que « la simple existence de l'institution du divorce légal a grandement contribué à la propagation de cette attitude. La loi a un effet pédagogique. Le simple fait que dans la société profane il y ait une loi sur le divorce indique (...) que le mariage n'est pas destiné à durer mais que c'est plutôt un arrangement temporaire » (cf. J.J. Pérez-Soba et S. Kampowski, *Il vangelo della famiglia nel dibattito sinodale*, Cantagalli, Siena 2014, p. 122-123).

« Une famille disloquée peut, à son tour, renforcer une forme particulière d'« anti-civilisation », en détruisant l'amour dans les différents domaines où il s'exprime, avec des répercussions inévitables sur l'ensemble de la vie sociale » (St Jean-Paul II, *Gratissimam sane*, Lettre aux familles, 2 février 1994, n° 13).

17 QUESTION : Au-delà de la loi, y a-t-il d'autres facteurs qui ont conduit ou contribué à la crise de la famille ?

RÉPONSE :

La crise de la famille est le résultat d'un processus de dégradation culturelle et morale, assez souvent accentué par l'absence en son sein d'une vie de prière. L'égoïsme, la luxure, l'adultère, le divorce, l'avortement, la contraception, l'insémination artificielle,

la (dés)éducation sexuelle, la crise de l'autorité parentale, le refus d'éduquer, sans parler de la pornographie et de la drogue : tous ces facteurs ont favorisé la détérioration progressive de la situation familiale. Cette situation n'est pas le résultat d'une évolution historique inévitable et irrésistible, mais a été provoquée par une subversion morale et culturelle profonde, nourrie par la révolution sexuelle qui explosa en 1968 sous la bannière de « Dieu, c'est moi » et d'« Il est interdit d'interdire », c'est-à-dire une liberté individuelle sans règles ni limites.

18 QUESTION : Ces facteurs de dégradation sont-ils isolés, chacun ayant sa propre explication? Ou sont-ils liés par un processus de cause à effet ?

RÉPONSE :

L'histoire récente montre que les facteurs les moins graves ont préparé l'avènement des plus graves ; ils ne doivent donc pas être considérés isolément, mais comme étant des phases d'un seul processus de désintégration, comme les marches d'un escalier qui descend vers la ruine de la famille. Par conséquent, les concessions aux facteurs de désintégration ne sont pas des barrières pour empêcher le pire, mais des pentes glissantes pour y tomber ; par exemple, l'acceptation du divorce n'a pas empêché celle des unions civiles, mais l'a en fait préparée.

« Tous les fauteurs de ces doctrines nouvelles ne se laissent pas entraîner jusqu'aux extrêmes conséquences de la passion effrénée : il en est qui, s'efforçant de s'arrêter à mi-route, pensent qu'il faut seulement en quelques préceptes de la loi divine et naturelle concéder quelque chose à notre temps. Mais ceux-là aussi, plus ou moins inconsciemment, sont les émissaires du pire des ennemis qui s'efforce sans cesse de semer la zizanie au milieu du froment » (Pape Pie XI, *Casti Connubii*, 31-12-1930).

19 QUESTION : Ne serait-t-il pas approprié, comme cela a été souligné au Synode, de montrer « le besoin d'une évangélisation qui dénonce avec franchise les facteurs culturels, sociaux et économiques » qui affaiblissent la famille (*Relatio post disputationem*, n° 33) ?

RÉPONSE :

Sans négliger les problèmes économiques et sociaux, la crise de la famille a des racines essentiellement religieuses et morales.

Tant dans l'analyse de la situation que dans le choix des solutions, nous devons faire attention à ne pas remplacer le critère de

la doctrine et de la morale par des critères empiriques, telles ceux de la sociologie. Cela peut fausser les programmes pastoraux, donnant l'illusion qu'une réforme socio-économique est à même de résoudre la crise de la famille.

- 20 QUESTION :** Dans la *Relatio post disceptationem* du Synode, on lit ceci : « *Les unions de fait sont très nombreuses, non pas par rejet des valeurs chrétiennes relatives à la famille et au mariage, mais surtout du fait que se marier est un luxe ; ainsi la misère matérielle pousse à vivre dans une union de fait* » (n° 38). Cela ne confirmerait-il pas l'impact des conditions économiques sur la crise actuelle de la famille ?

RÉPONSE :

En fait, le phénomène de la cohabitation a commencé précisément dans les milieux riches et instruits dont l'attitude idéologique progressiste a conduit à refuser le mariage comme étant un « usage petit-bourgeois ». L'origine des « couples de fait » a donc une matrice moins économique qu'idéologique, celle du refus du foyer traditionnel comme modèle de la famille. Au fil du temps, ce refus, vanté par les médias, est devenu un phénomène social endémique.

« *En ces temps où nous vivons, apparaît la tendance à restreindre le noyau familial à deux générations. Cela est dû souvent aux dimensions modestes des logements disponibles, surtout dans les grandes villes. Mais il n'est pas rare que cela soit dû aussi à la conviction que la cohabitation de plusieurs générations constitue un obstacle à l'intimité et rend la vie trop difficile* » (St Jean-Paul II, *Lettre aux Familles Gratissimam sane*, du 2 février 1994, n° 10).

- 21 QUESTION :** La crise de la famille ne serait-elle alors pas provoquée plus par des facteurs psychologiques que sociologiques, c'est-à-dire, par « *une affectivité narcissique, instable et changeante qui n'aide pas toujours les sujets à atteindre une plus grande maturité* » (*Relatio Synodi*, n°10) ?

RÉPONSE :

Les anomalies psychologiques décrites ci-dessus sont plutôt les symptômes que les causes de la crise familiale. Leur prise en charge nécessite une compréhension correcte de l'homme, de sa vie spirituelle, de son destin surnaturel. Sans renoncer à l'emploi de remèdes naturels, une véritable solution pastorale à la crise actuelle doit d'abord se fonder sur les vérités de la foi et sur la pratique des vertus surnaturelles.

– IV –

La révolution sexuelle

- 22** QUESTION : D'après certains pères synodaux, des développements historiques récents ont favorisé un changement anthropologique et culturel qui touche à présent tous les aspects de la vie, ce qui imposerait de profondes modifications dans la pastorale ecclésiale et même dans quelques aspects « dépassés » de la doctrine catholique traditionnelle sur l'homme et la famille. Ce changement, ne serait-il pas à la rigueur un « signe des temps » ?

RÉPONSE :

« *L'Église a le devoir, à tout moment, de scruter les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile* » (*Gaudium et spes*, n° 4, 1). Cela mérite d'être souligné : les signes des temps doivent être jugés à l'aune de la Révélation divine.

Selon l'Église, le seul « homme nouveau » souhaitable, le seul changement radical qui peut se produire chez lui est causé par la grâce sanctifiante qui le hisse au niveau surnaturel et le rend « semblable à Dieu ». Même les facteurs historiques et culturels les plus puissants ne peuvent changer la nature humaine ; ils peuvent l'élever ou la dégrader, mais pas la modifier dans sa substance. Si des évolutions récentes ont eu lieu, elles sont dues à une révolution culturelle provoquée par certains, qui a changé d'abord les aspirations, les habitudes et la mentalité sociale et ensuite les mentalités individuelles. On ne peut accepter simplement ces changements comme s'ils étaient au-dessus de tout jugement ; ils doivent au contraire être évalués à l'aune d'un jugement moral, à la lumière de la loi divine et de la loi naturelle, toujours enseignées par l'Église.

- 23** QUESTION : La référence à la « révolution sexuelle » ne peut-elle être interprétée comme un simple moyen pour s'opposer à l'évolution inévitable des mœurs ?

RÉPONSE :

La révolution sexuelle est une donnée indiscutable et facilement vérifiable par une analyse historique et sociologique, de même qu'elle est mesurable par les graves conséquences qu'elle a eues dans les soixante dernières années.

Cette révolution prétend que l'humanité deviendra heureuse uniquement en libérant ses instincts, notamment l'instinct sexuel, et en supprimant donc toute règle juridique, morale ou religieuse

qui pourrait limiter leur expansion. Cela suppose non seulement l'abolition de la « société bourgeoise », mais aussi et surtout celle de la famille en rendant impossible sa formation ou bien en la dénaturant par l'inclusion en sa définition de tous les types d'unions, comme par exemple les unions homosexuelles.

L'expression « révolution sexuelle » a été lancée en 1936 par le livre du même nom, dont l'édition italienne portait comme sous-titre *La sexualité dans la lutte culturelle pour la restructuration socialiste de l'homme*. Son auteur était l'autrichien Wilhelm Reich, une figure de proue de l'école dite de Francfort qui combine la psychanalyse de Freud avec les théories sociales de Marx. Herbert Marcuse et les autres théoriciens de la Révolution de Mai 68 ont répandu ces mêmes idées.

Le philosophe Jean-Marie Meyer a dénoncé cette idéologie dans une perspective encore plus large, celle du courant néo-évolutionniste et matérialiste d'inspiration darwinienne et selon lequel l'homme, la famille, la sexualité, la personne, etc. seraient des notions dépassées et vouées à être remplacées par un nouvel état de choses libéré de ces préjugés (cf. *Famille, Nature et Personne* in *Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques*, Conseil pontifical pour la famille, Téqui, 2005).

24 QUESTION : La révolution sexuelle n'est-elle pas plutôt un phénomène spontané qui exprime les impulsions et les besoins profonds de la société contemporaine ?

RÉPONSE :

La révolution sexuelle n'a jamais été et n'est toujours pas un phénomène spontané. Elle a été, au contraire, mise au point et pilotée par des groupes idéologiques et des lobbies bien organisés et financés qui exploitent les tendances désordonnées de l'homme moderne en vue d'un projet révolutionnaire préétabli. Ces lobbies s'appuient sur des milliers de petits groupes militants, soutenus par un système politico-financier international et popularisés dans les médias par une efficace machine de propagande.

25 QUESTION : Mais la révolution sexuelle ne serait-elle pas quand même une évolution positive de la culture, ayant permis une plus grande liberté personnelle ?

RÉPONSE :

Cette conception de la liberté personnelle est fausse et pernicieuse parce qu'elle comprend la liberté comme la capacité de choisir et non pas comme celle d'adhérer au bien.

La révolution sexuelle n'a pas été à l'origine d'une plus grande liberté, mais plutôt d'un plus grand asservissement de l'homme à ses instincts les plus débridés, ce qui « a reconduit le mariage vers les bas-fonds du paganisme ». Elle a favorisé une sorte de concurrence de tous contre tous dans la recherche du plus grand plaisir sexuel (cf. F. Lopez-Illana, *Mariage, séparation, divorce et problèmes de conscience*, in *Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques*, Conseil pontifical pour la famille, Téqui, 2005, p. 757).

Du point de vue religieux, la révolution sexuelle a détourné beaucoup de gens de l'ordre naturel créé par Dieu le Père, des fruits de la Rédemption obtenus par Jésus-Christ et de la sanctification infusée par le Saint-Esprit dans l'Église. Ainsi la révolution sexuelle a marqué un retour anti-historique aux anciennes coutumes païennes où la satisfaction sexuelle triomphait du sens du devoir et des responsabilités, l'acte sexuel étant séparé du véritable amour et de la procréation. (cf. J.J. Pérez-Soba et S. Kampowski, op. cit. ch. 1).

26 QUESTION : Quel est l'aspect de cette révolution sexuelle qui constitue aujourd'hui la plus grave menace pour la famille ?

RÉPONSE :

Sans aucun doute, l'idéologie du *gender*. Elle postule que l'homme naît dominé par un instinct « pervers-polymorphe » anarchique qui peut s'orienter vers n'importe quel objet érotique et que l'individu peut construire pour lui-même une identité ou rôle sexuel quelconque (précisément appelé *gender* ou genre). Chacun aurait donc le droit de choisir librement son genre parmi de multiples possibilités, pour le changer éventuellement plus tard selon une nouvelle « orientation sexuelle ».

Selon cette idéologie du genre, la diversité sexuelle homme-femme et ses dérivés époux-épouse et père-mère ne proviennent pas de la nature mais sont imposés par une « culture » arbitraire, à travers un système discriminatoire et répressif. Ce phénomène se perpétuerait grâce à l'action délétère des institutions (famille, école, Église) qui conditionnent l'éducation des enfants et les empêchent de choisir l'« orientation sexuelle » et le « rôle reproductif » de leur préférence.

L'idéologie du genre prétend libérer les enfants et les adultes de ce système répressif, de façon à créer une « société sans classes sexuelles » par la « déconstruction » des rôles sexuels et reproductifs, ainsi que celle des institutions sociales qui les entretiennent, surtout la famille, l'école et l'Église. Ses promoteurs combattent spécifiquement pour « rééduquer » les familles et pour que les

programmes scolaires et religieux ne contiennent plus l'enseignement de la morale et de la foi. (cf. O. Alzamora Revoredo, *Idéologie du genre : dangers et portée*, in *Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques*, Conseil pontifical pour la famille, Téqui, 2005).

Cette révolution – lancée au niveau international à Pékin lors de la IV^e Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes – vise à une dangereuse subversion sexuelle, culturelle et sociale antichrétienne. Elle s'est hélas ! infiltrée dans divers milieux catholiques, de sorte que sa progression semble provoquer une réaction plus énergique de la part des parents que des pasteurs.

– V –

L'approche prioritaire du Synode 2014 : la relation Église-monde

27 QUESTION : La méthodologie du Synode assigne un rôle primordial à « l'écoute » des fidèles. Comment évaluer cette nouveauté ?

RÉPONSE :

Dans son travail, l'Église est toujours partie de la vérité de la foi, issue de la Parole de Dieu et de la Tradition, sur laquelle elle développe une pratique pastorale qui la concrétise et dont l'objet est d'illuminer les hommes et de les guider vers le salut éternel. Comme le dit l'ancien adage : « *Deviens ce que tu es* », c'est-à-dire « Remplis ta mission ». Ce n'est pas pour rien que St Jean-Paul II a intitulé « *Famille, deviens ce que tu es !* » le paragraphe de son encyclique *Familiaris consortio* dédié aux devoirs de la famille chrétienne.

La tendance du Synode a été d'agir en sens inverse : partir de la situation concrète, puis développer une pastorale et une discipline qui s'en accommodent. Selon le grand canoniste Velasio de Paolis, on risque de glisser ainsi vers l'adoption d'une « morale de situation ». Ce faisant on proclame implicitement la devise « Sois ce que tu deviens », c'est-à-dire « Adapte-toi aux tendances du moment ».

Cette méthode présuppose une conception « historiciste » qui ne part pas de la Vérité révélée mais de la situation historique concrète à laquelle l'Église doit s'adapter afin, pour certains, de l'« animer » de façon chrétienne ou alors, pour d'autres, juste pour survivre.

« Le dialogue avec le monde s'est en fait transformé en adaptation au monde. Il a peut-être conduit aussi à une certaine mondani-

sation et sécularisation de l'Église, laquelle a fini par ne plus avoir assez d'impact sur la culture moderne de sorte à y faire pénétrer son propre message. Cela a conduit à une crise au sein même de l'Église. (...) Dans sa tentative louable de dialoguer avec la culture moderne et pour s'adapter au monde, l'Église court même le risque de mettre entre parenthèses des réalités distinctives qui lui sont spécifiques, c'est-à-dire la Vérité divine : sans nier sa propre vérité, certes ; mais en ne la proposant pas, ou en hésitant pour le moins à proposer des idéaux de vie qui ne sont concevables que sous la lumière de la foi et praticables qu'avec l'aide de la grâce. L'Église court ainsi le risque de diluer son message le plus vrai et le plus profond par peur d'être rejetée par la culture moderne ou simplement pour être accueillie par elle » (Card. Velasio De Paolis, *Prolusione* cit., p. 07:30).

28 QUESTION : Mais cette approche a-t-elle vraiment été approuvée par un Père synodal ?

RÉPONSE :

Une sommité synodale aurait déclaré : « *Il y a aussi un développement théologique [à faire], tous les théologiens le disent. Tout n'est pas statique, nous marchons dans l'histoire et la religion chrétienne est histoire et non pas idéologie. Le contexte actuel de la famille est différent de ce qu'il était il y a trente ans, au moment de la Familiaris Consortio [de St Jean-Paul II]. Sans l'histoire, on ne sait pas où l'on va ; si nous nions cela, nous restons deux mille ans en arrière* » (*Corriere della Sera*, 4-10-2014).

29 QUESTION : Pouvons-nous dire alors que la religion chrétienne évolue et qu'elle change avec le vent de l'histoire ?

RÉPONSE :

La religion chrétienne n'est pas assimilable à l'évolution historique, si changeante et contradictoire. Elle est Vérité révélée, Source de vie et Chemin du salut, qui s'identifient à Jésus-Christ : « Je suis le chemin, la vérité et la vie » (Jn 14.6). Le Sauveur a donné à son Église le commandement d'évangéliser l'humanité, pas celui de se laisser évangéliser par elle ; de guider les gens, pas celui d'être dirigée par eux ; de sanctifier l'histoire, pas celui d'être « sanctifiée » par elle. L'Église catholique a la mission d'annoncer la Bonne Nouvelle, de sanctifier l'humanité et de conduire les âmes à la vie éternelle. C'est bien l'Église, et non pas l'histoire humaine ni le monde, qui est *Mater, Magistra et Domina gentium*.

Il est clair que des problèmes nouveaux demandent des explications appropriées, mais celles-ci doivent de toute façon demeurer fidèles au dépôt inviolable de la foi.

30 QUESTION : Est-il vrai que les enseignements moraux de l'Église ont perdu le contact avec la vie réelle – parce qu'ils présupposent une réalité maintenant disparue – et qu'ils devraient donc être profondément ajustés à la situation concrète ?

RÉPONSE :

Les enseignements de l'Église, même ceux qui se rapportent au domaine moral, sont par définition *catholiques*, c'est-à-dire qu'ils concernent le tout et non pas seulement une partie. Ils sont donc permanents et universels, valables toujours et partout ; comme le disaient les Pères grecs, ils sont un « trésor éternel » (*Thema eis aëi*), puisque fondés sur deux réalités immuables : la nature humaine créée par Dieu et les vérités éternelles révélées par Jésus-Christ. C'est le « monde moderne » qui, en réalité, a « perdu le contact » avec la vérité à propos de nombreuses questions importantes. Il s'est par là séparé de l'Église, perdant sa route et s'effondrant dans une faillite morale que tout le monde peut constater.

L'évolution historique de la société moderne est le résultat d'erreurs culturelles et morales, insufflées par des passions désordonnées. L'Église n'a pas à s'adapter à ces erreurs ou à leurs conséquences, mais elle doit les identifier, les dénoncer et les corriger. Voilà la véritable mise à jour (*aggiornamento*) de son ministère.

31 QUESTION : Les récents changements dans la vie familiale et sexuelle font-ils vraiment partie de la culture moderne, résultant d'une évolution historique inévitable, de sorte qu'il ne faut pas les condamner mais seulement les comprendre ?

RÉPONSE :

Les changements socio-culturels provoqués par la révolution sexuelle sont trop facilement jugés comme un fait inévitable et irréversible ; en réalité, ils sont souvent des manifestations pathologiques éphémères d'une maladie spirituelle guérissable. De toutes façons, il n'y a pas d'actes humains non passibles d'un jugement moral. Tout le monde peut et doit évaluer et mesurer ces changements à l'aune de la vérité et de la justice, comme saint Paul le fait souvent en dénombrant les conduites inacceptables pour les chrétiens (Rm 1, 26-32 ; 1 Cor. 6, 9-10 ; 1 Tm 1,9).

Dernièrement, un moraliste réputé, le cardinal Carlo Caffarra, archevêque de Bologne, a appelé les quelques états d'esprit à

éviter dans l'Église tel que « le modèle bisounours qui considère que la culture [actuelle, imprégnée de révolution sexuelle] est un processus historique irréversible et qui propose donc d'arriver à un compromis avec cette culture, en ménageant les éléments qui, chez elle, sembleraient bons » (*Tre strade per costruire la verità del matrimonio, Avvenire*, 12 mars 2015).

32 QUESTION : Quelles questions les chrétiens doivent-ils alors se poser en vue du divorce actuel entre l'Église et le monde ?

RÉPONSE :

Les questions à se poser sont celles-ci : que s'est-il passé pour que le « monde moderne » en arrive à répudier l'enseignement de l'Église sur de nombreuses questions fondamentales ? Quel processus historique l'a-t-il conduit au divorce actuel avec l'Église ? Comment l'Église peut-elle « guérir les blessures » de la société contemporaine en lui rendant la santé sans être infectée par sa maladie ? C'est la réponse à ces questions qui permet de voir à quelles situations concrètes la pastorale de l'Église doit s'adapter et dans quelle mesure il lui est possible de le faire sans renier sa doctrine morale.

Il ne sert à rien de s'affairer pour n'endiguer que les effets les plus graves et sensationnels. Le mal ne peut être éliminé que si on utilise le bon médicament jusqu'à extirper les racines nocives qui le produisent. Mais pour ce faire, les pasteurs doivent éviter le sensationnalisme, faire un bon diagnostic et prescrire le remède le plus efficace (cf. Card. Velasio de Paolis, *Prolusione* cit., p. 6-9).

– VI –

Doctrine morale et pratique pastorale

33 QUESTION : Beaucoup disent que le Synode ne prétend pas changer la doctrine morale sur la famille, mais juste « mettre à jour » la pastorale ecclésiale à cet égard. Est-ce bien de cela qu'il s'agit ?

RÉPONSE :

Certains évêques affirment qu'on ne vise pas seulement à « mettre à jour » la discipline pastorale, mais aussi à introduire des changements dans la doctrine.

Ce point de vue présuppose que la doctrine morale traditionnelle est maintenant contredite non seulement *de facto* par la pratique de nombreux croyants, mais aussi par les exigences du ministère ecclésial, ce qui pose une question *de jure*. Pour résoudre cette

contradiction, on propose d'adapter le droit au fait, sous prétexte d'« approfondir » la doctrine morale en l'adaptant aux besoins d'une « nouvelle pastorale » à l'« écoute » du peuple de Dieu.

Bien au contraire, l'Église a besoin d'une véritable réforme des cœurs, de sorte que le comportement des chrétiens redevienne conforme aux bonnes mœurs et à l'intégrité doctrinale qui ont été délaissées.

Certains prélats ont même défendu une thèse qui peut être résumée ainsi : « Une relation sexuelle qui est objectivement peccamineuse, perd beaucoup de son caractère moral négatif si les deux partenaires entretiennent cette relation de façon régulière et se gardent une entière fidélité ». En faisant un parallèle avec d'autres domaines, cela voudrait dire, par exemple, ceci : « Si deux escrocs sont complices dans une affaire et demeurent fidèles au pacte réciproque, cela ferait diminuer notablement le caractère négatif du délit ».

34 QUESTION : Si on ne proposait pas un changement de doctrine, mais seulement une nouvelle « approche pastorale », serait-il possible de modifier la discipline sans changer implicitement la doctrine ?

RÉPONSE :

Tout comme le corps ne peut pas être séparé de l'âme qui lui donne sa forme, la pratique pastorale ne peut pas être complètement séparée de la doctrine morale qui la justifie. Par conséquent, un changement dans les pratiques pastorales peut facilement se traduire, au moins implicitement, par un changement de leur doctrine sous-jacente.

En outre, il n'y a pas de pratique neutre ; toute pratique pré-suppose une théorie, une approche philosophique, une vision particulière de l'être humain, de la société et de l'histoire. Le concept même de *praxis* suppose un but vers lequel on tend ou un idéal à réaliser. En effet, une pratique est recevable lorsqu'elle atteint la fin vers laquelle elle tend. Une pratique suppose donc un idéal à traduire en action.

Dans notre cas, la notion de « pratique pastorale » n'a de sens ni de valeur que si elle se fonde sur une idée objective de l'Église, de l'être humain et de la famille.

« La pastorale est un art basé sur la théologie dogmatique, la morale, la spiritualité et le droit pour agir prudemment dans un cas concret. Il ne peut y avoir de pastorale en désaccord avec les vérités, la morale et les lois de l'Église, ni qui vise autre chose que

d'atteindre l'idéal chrétien de vie. Une pastorale en opposition avec la vérité professée et vécue par l'Église (...) se transformerait facilement en un arbitraire et serait préjudiciable à la vie chrétienne elle-même » (Card. Velasio De Paolis, *Prolusione* cit., p. 26).

Pour sa part, le cardinal Robert Sarah, préfet de la Congrégation pour le culte divin et la discipline des Sacrements, a déclaré récemment : *« L'idée qui consisterait à placer le Magistère dans un bel écrin en le détachant de la pratique pastorale, qui pourrait évoluer au gré des circonstances, des modes et des passions, est une forme d'hérésie, une dangereuse pathologie schizophrène »* (cf. *Famille chrétienne* du 16 février 2015).

35 QUESTION : Si la doctrine en tant que telle ne peut être modifiée, au moins une nouvelle pastorale qui change la discipline ecclésiale sur la famille serait-elle licite ?

RÉPONSE :

Cela dépend de ce qu'on entend par « discipline ». Ce mot désigne souvent un simple système de règles élémentaires qui aident l'homme dans sa pensée et dans ses actions. Dans ce sens, la discipline peut être modifiée. Néanmoins, s'il y a bien dans l'Église catholique des dispositions disciplinaires conventionnelles et modifiables, il y a aussi des règles disciplinaires d'origine divine – par exemple, les Dix Commandements – qui ne peuvent aucunement être modifiées par l'autorité ecclésiastique.

Au sujet du mariage et de la famille, certaines de ces règles de discipline sont d'origine divine, réaffirmées et complétées par Jésus-Christ lui-même. Elles ne peuvent donc être modifiées par aucune autorité de l'Église, pas même le Pape.

« Il est cependant nécessaire d'éviter de comprendre la préoccupation pastorale comme si elle était en opposition avec le droit. On doit plutôt partir du présupposé que le point fondamental de rencontre entre le droit et la pastorale est l'amour de la vérité » (Benoît XVI, *Exhortation apostolique post-synodale Sacramentum Caritatis* du 22 février 2007, n° 29).

36 QUESTION : Sur de nombreuses questions morales, l'Église ne devrait-elle pas plutôt s'adapter à la mentalité et à la pratique de la majorité des fidèles, lesquelles demandent aujourd'hui une plus grande flexibilité de sa part ?

RÉPONSE :

L'Église a la mission maternelle de sauver et de sanctifier les fidèles, aussi dans leur vie de famille ; par conséquent, ce sont les

fidèles qui doivent s'adapter aux enseignements moraux de l'Église, en concrétisant dans leur vie la vérité prêchée par Jésus-Christ. En outre, comme le dit avec finesse le cardinal Giacomo Biffi, archevêque émérite de Bologne, si les pasteurs ont la tâche de faire paître leur troupeau et de ramener au bercail les brebis égarées, ils doivent cependant éviter de se perdre eux-mêmes à la suite des brebis imprudentes ou rebelles.

L'opinion de la majorité des fidèles n'est pas à vrai dire un « lieu théologique », encore moins une « source de la Révélation ». D'autant plus que l'opinion publique actuelle, même dans l'Église, a été manipulée depuis longtemps par les lobbies culturels et les médias de masse qui promeuvent une révolution radicalement anti-chrétienne. Par ailleurs, le cardinal Ratzinger a écrit des pages très denses sur l'inanité du critère majoritaire en matière morale.

*« Certains aujourd'hui jugent le mariage exclusivement selon des critères mondains et pragmatiques, ce qui constitue un problème pastoral sérieux. Celui qui pense selon l'« esprit du monde » (1 Cor 2. 12) ne peut pas comprendre le caractère sacramentel du mariage. Au manque de compréhension croissant à propos de la sainteté du mariage, l'Église ne peut pas répondre par une adaptation pragmatique à ce qui paraît inévitable, mais seulement en ayant confiance dans "l'Esprit qui vient de Dieu, pour connaître les dons gracieux que Dieu nous a faits" (1 Cor 2. 12) » (Card. Gerhard Müller, préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la foi, *Un témoignage en faveur du pouvoir de la grâce sur l'indissolubilité du mariage et le débat sur les divorcés remariés civilement et les sacrements* in *Demeurer dans la vérité du Christ. Mariage et Communion dans l'Église catholique*, Artège éditions, p. 93 de l'édition numérique).*

37 QUESTION : Ne conviendrait-il pas à l'Église de s'apitoyer sur la situation de ceux qui vivent dans des « situations irrégulières » et d'encourager une plus grande tolérance vis-à-vis d'eux, à l'instar de la loi mosaïque ?

RÉPONSE :

Une telle tolérance conduirait à remplacer la loi de l'Évangile par celle de Moïse, sous peine de jeter les fidèles dans cette « dureté de cœur » qui avait amené Dieu à permettre le divorce au peuple juif.

« Le Seigneur Jésus a insisté sur l'intention originelle du Créateur qui voulait un mariage indissoluble (cf. Mt 5. 31-32 ; 19. 3-9 ; Mc 10. 9 ; Lc 16. 18 ; 1 Co 7. 10-11). Il abroge les tolérances qui

s'étaient glissées dans la loi ancienne (cf. Mt 19. 7-9) » (Catéchisme de l'Église catholique, n° 2382).

« L'Église ne se lasse jamais d'enseigner cette vérité et de lui rendre témoignage. Tout en faisant preuve de compréhension maternelle pour les nombreuses et complexes situations de crise dans lesquelles les familles se trouvent impliquées et pour la fragilité morale de tout être humain, l'Église est convaincue qu'elle doit absolument demeurer fidèle à la vérité sur l'amour humain ; autrement, elle se trahirait elle-même » (St Jean-Paul II, Lettre aux Familles Gratissimam sane, du 2 février 1994, n° 11).

38 QUESTION : Est-il vrai qu'une pratique plus tolérante envers les situations matrimoniales irrégulières ait produit des résultats positifs dans d'autres églises ou religions ?

RÉPONSE :

Pas du tout. Dans les pays protestants, cette pratique de la tolérance a produit en fait des résultats catastrophiques. *« Cette tolérance a-t-elle conduit à une renaissance spirituelle de l'Église anglicane ? Est-ce que les luthériens de l'Allemagne prospèrent ? Voit-on un nouveau printemps chez les presbytériens libéraux aux États-Unis ? Les données sociologiques semblent dire exactement le contraire »,* affirment les professeurs de l'Institut Jean-Paul II pour les études sur le mariage et la famille (cf. Pérez-Soba et Kampowski, op. cit., p. 38).

39 QUESTION : On dit que le nombre de catholiques pratiquants s'effondre lorsqu'on leur demande une stricte observance de certains préceptes moraux tels que la fidélité conjugale. Ne serait-il pas mieux d'atténuer plutôt la rigueur de ces préceptes devenus si impopulaires ?

RÉPONSE :

Les personnes en situation matrimoniale irrégulière deviendront difficilement des catholiques pratiquants. Loin de baisser, le nombre de croyants qui pratiquent augmente lorsqu'on leur demande le respect de certains préceptes moraux, de même que le nombre de vocations religieuses ne baisse pas, mais augmente lorsque les novices sont invités à s'engager dans une vie plus rigoureuse.

« D'autre part, les églises et groupes religieux qui s'élargissent sont ceux qui font des propositions très exigeantes en termes de moralité, à l'encontre de la culture dominante », explique le prof. Kampowski, basé sur une étude de la sociologue américaine Mary Eberstadt intitulé *How the West really lost God* (Pérez-Soba et Kampowski, op. cit., p. 38).

- 40 QUESTION : Étant donné qu'aujourd'hui de nombreux fidèles ne suivent pas la morale catholique, ne serait-il pas indiqué de tolérer certaines situations irrégulières afin d'attirer plus de gens à l'Église ?**

RÉPONSE :

Une hypothèse aussi peu probable – l'augmentation de la pratique religieuse chez certaines personnes à la vie irrégulière, c'est-à-dire illégitime, voire immorale – ne saurait être réalisée au prix fort de nier la morale évangélique et le Magistère ecclésial ou d'affaiblir la foi des fidèles qui les mettent en pratique.

Si l'Église changeait une doctrine et une pratique pastorale bi-millénaires sur le mariage, elle perdrait tout de suite la crédibilité sur ce qu'Elle viendrait à enseigner demain.

– VII –

Conscience personnelle et Magistère

- 41 QUESTION : De quel droit l'Église s'immisce-t-elle dans la vie privée des gens ?**

RÉPONSE :

L'Église n'est pas un lobby culturel de propagande idéologique mais une société d'origine divine qui a reçu de Jésus-Christ la mission de guider les âmes vers la vérité, la sainteté et le salut éternel. Étant donné que ce salut dépend surtout de la moralité de la vie privée quotidienne, l'Église a le devoir, et donc le droit, d'orienter cette vie de sorte qu'elle ne devienne pas une occasion de perte mais de salut.

- 42 QUESTION : Étant donné que les enseignements moraux de l'Église sont des directives générales et non pas des absolus, ces dernières n'admettent-elles pas de nombreuses exceptions dans des cas concrets ?**

RÉPONSE :

Les exceptions éventuelles ne démentent pas la règle mais la confirment, comme dit le proverbe. Dans l'évaluation d'un cas concret, la casuistique prend en compte les circonstances aggravantes, atténuantes ou dirimantes, lesquelles par ailleurs ne changent pas le caractère absolu des principes ni la justesse du jugement moral.

« Or, la raison atteste qu'il peut exister des objets de l'acte humain qui se présentent comme "ne pouvant être ordonnés" à

*Dieu, parce qu'ils sont en contradiction radicale avec le bien de la personne, créée à l'image de Dieu. Ce sont les actes qui, dans la tradition morale de l'Église, ont été appelés "intrinsèquement mauvais" (intrinsece malum) : ils le sont toujours et en eux-mêmes, c'est-à-dire en raison de leur objet même, indépendamment des intentions ultérieures de celui qui agit et des circonstances » (St Jean- Paul II, *Veritatis Splendor*, n° 80).*

43 QUESTION : **La « liberté des enfants de Dieu » n'exigerait-elle pas que « nous respectons les décisions que les gens prennent selon leur conscience », comme l'a dit un évêque ?**

RÉPONSE :

Les décisions personnelles sont admissibles seulement si elles sont conformes à la vérité et la justice. Pour qu'elles le soient, il ne suffit pas qu'elles soient prises avec une « conscience sincère ». La conscience personnelle n'est pas infaillible ni la volonté exempte du péché, contrairement à ce que prétend l'idéologie libérale et libertaire.

« Dans leur manière d'agir, que les époux chrétiens sachent bien qu'ils ne peuvent pas se conduire à leur guise, mais qu'ils ont l'obligation de toujours suivre leur conscience, une conscience qui doit se conformer à la loi divine » (Gaudium et spes, n° 50).

44 QUESTION : **Beaucoup pensent que nous devrions revenir à la primauté de la conscience. Tout compte fait, n'est-il pas préférable de confier à la conscience des gens la résolution de leurs problèmes moraux ?**

RÉPONSE :

Les questions du mariage et de la famille sont essentiellement sociales et publiques, et celles sur le mariage sacramentel sont sacrées et ecclésiastiques de surcroît. Mais surtout, la conscience peut faire un jugement droit seulement si elle a été bien formée et bien informée.

La conscience n'est pas en mesure de trouver la juste solution à de nombreux problèmes moraux pour des raisons multiples, allant de l'incapacité à l'incompétence, voire l'obscurcissement. Après tout, personne n'est juge infaillible et impartial de soi-même. Pourquoi donc existe-t-il des tribunaux, y compris ecclésiastiques ?

*« L'homme ne peut trouver le vrai bonheur, auquel il aspire de tout son être, que dans le respect des lois inscrites par Dieu dans sa nature et qu'il doit observer avec intelligence et amour » (Bx Paul VI, *Humanae vitae*, n° 31).*

45 QUESTION : **N'y aurait-il pas un risque d'opprimer la conscience individuelle, en particulier dans la sphère morale ?**

RÉPONSE :

Lier la conscience à ses obligations envers la vérité et la justice ne signifie pas la contraindre mais plutôt la libérer, lui permettant de connaître son propre but et d'accomplir son devoir. L'honneur de la conscience consiste en fait à réfléchir librement et à obéir à la loi naturelle et divine.

« La conscience, en elle-même, n'est pas arbitre de la valeur morale des actions qu'elle suggère. La conscience est l'interprète d'une norme intérieure et supérieure ; elle ne la crée pas d'elle-même. (...) La conscience n'est pas la source du bien et du mal ; elle est le sentiment, l'écoute d'une voix, qui s'appelle justement la voix de la conscience, elle est le rappel de la conformité qu'une action doit avoir à une exigence intrinsèque à l'homme, afin que l'homme soit vrai et parfait. C'est-à-dire qu'elle est l'intimation subjective et immédiate d'une loi, que nous devons appeler naturelle, même si beaucoup aujourd'hui ne veulent plus entendre parler de loi naturelle » (Bx Paul VI, discours du 12 février 1969).

46 QUESTION : **Si même les catholiques pratiquants ne considèrent plus certaines pratiques sexuelles comme contraires à l'enseignement de l'Église, comment pouvons-nous demander aux simples fidèles d'obéir à une doctrine qu'ils ne comprennent pas ou n'acceptent plus ?**

RÉPONSE :

Dans de nombreux domaines, les hommes sont tenus de respecter des obligations qu'ils ne comprennent pas ou qu'ils ne veulent pas comprendre, mais qui demeurent contraignantes. Le fait de ne plus comprendre un devoir n'exempt pas de l'accomplir. À la limite, le manque de compréhension d'une interdiction est une circonstance qui diminue la responsabilité du fidèle, mais ne la fait pas disparaître.

En tout état de cause, si une doctrine morale n'est plus comprise par les fidèles, ce n'est pas cette doctrine qui mérite un blâme, mais surtout ceux qui devraient l'enseigner d'une manière claire et convaincante.

– VIII –

Mariage et famille

MARIAGE : NATURE, OBJET ET CARACTÉRISTIQUES

- 47** QUESTION : **Les préceptes de la loi naturelle sont-ils vraiment contraignants du point de vue moral ?**

RÉPONSE :

Les préceptes de la loi naturelle sont moralement obligatoires parce qu'ils ont été créés par Dieu, l'Auteur de la nature, et exprimés dans les Dix Commandements.

« C'est vrai, un lien peut constituer parfois un fardeau, une servitude, comme les chaînes qui entravent le prisonnier. Mais il peut être aussi un puissant secours, une garantie de sécurité, comme la corde qui lie l'alpiniste à ses compagnons, ou comme les ligaments qui unissent les parties du corps humain et le rendent libre et dégagé dans ses mouvements » (Vén. Pie XII, discours du 22 avril 1942).

- 48** QUESTION : **Si le mariage est une institution de droit naturel, le mariage sacramentel ne devient-il pas superflu ? L'Église ne devrait-elle pas se contenter du mariage civil ?**

RÉPONSE :

Pour les chrétiens, l'objet du mariage n'est pas seulement d'engendrer de nouveaux citoyens pour la société, mais aussi de nouveaux élus pour le Ciel et de nourrir la communion spirituelle et humaine des conjoints. C'est pourquoi Jésus-Christ a élevé le mariage à la dignité de sacrement, lui donnant un contenu et des moyens spirituels surnaturels et l'insérant dans le plan du salut. Dans le mariage d'un baptisé on ne peut pas séparer le contrat civil de sa nature sacramentelle.

« Car en premier lieu, la société conjugale eut désormais un but plus noble et plus élevé qu'auparavant. Sa mission ne fut plus seulement de pourvoir à la propagation du genre humain, mais d'engendrer les enfants de l'Église, les concitoyens des saints et les serviteurs de Dieu (Eph. 2. 19), afin qu'un peuple fût procréé et élevé pour le culte et la religion du vrai Dieu et de notre Sauveur Jésus-Christ (Catéch. Rom., c. XXVII, IV). (...) Dans le mariage chrétien, le contrat ne peut être séparé du sacrement. Il ne peut donc y avoir contrat véritable et légitime, sans qu'il y ait, par cela même, sacrement. En effet, Notre Seigneur Jésus-Christ a élevé le mariage à la dignité de sacrement ; or, le mariage c'est le contrat

lui-même, s'il est fait selon le droit. En outre, le mariage est un sacrement, parce qu'il est un signe sacré qui produit la grâce et offre l'image des noces mystiques du Christ avec l'Église » (Léon XIII, *Arcanum Divinae Sapientiae*, n° 124-146-147).

49 QUESTION : Est-il vrai qu'il y ait différentes formes de mariage et de famille, comme on dit aujourd'hui ?

RÉPONSE :

Conformément à la loi naturelle et divine, il n'y a qu'une seule forme de mariage : l'union monogame et indissoluble entre un homme et une femme ; il n'y a qu'un seul type de famille : celle composée du père, de la mère et de leurs enfants. Toutes les autres formes de cohabitation sont sensiblement différentes de celle de la famille et ne peuvent pas être reconnues officiellement, encore moins assimilées au mariage et à la famille. Les fidèles qui cohabitent sans être mariés, ceux qui se marient uniquement à la mairie et les couples des divorcés remariés vivent tous des situations irrégulières et illégitimes qui ne peuvent pas être considérées comme de vraies familles, malgré les obligations morales ou légales que ces situations peuvent créer.

Comme le dénonce le cardinal Carlo Caffarra, archevêque de Bologne, et moraliste reconnu, si l'Église acceptait une « pluralité » de formes de mariage ou de famille, si par exemple elle déclarait moralement licite la cohabitation avec un partenaire différent du conjoint hétérosexuel légitime, admettant ainsi une sorte de « divorce catholique », elle dissoudrait la définition même du mariage et favoriserait la « déconstruction » de la famille prônée à présent par ses ennemis (cf. Card. Carlo Caffarra, *Ontologie sacramentelle et indissolubilité du mariage*, in *Demeurer dans la vérité du Christ. Mariage et Communion dans l'Église catholique*, Artège éditions, ch. VII).

« Concubinage, refus du mariage en tant que tel, incapacité à se lier par des engagements à long terme (cf. FC 81). Toutes ces situations offensent la dignité du mariage ; elles détruisent l'idée même de la famille ; elles affaiblissent le sens de la fidélité. Elles sont contraires à la loi morale » (Catéchisme de l'Église Catholique, n° 2390).

50 QUESTION : Le mariage n'est-il pas plutôt une forme d'association privée entre deux personnes, un simple contrat pour vivre ensemble ?

RÉPONSE :

Le mariage ne se réduit pas à un contrat privé entre deux personnes, mais il est un véritable acte public qui donne naissance à une société, en fait la cellule-mère de la société : la famille. Par con-

séquent, le mariage est une institution fondée sur le droit naturel. Contracté entre fidèles, il devient en plus un serment sacré gouverné par le droit divin, parce que Notre Seigneur l'a élevé à la dignité de sacrement, en faisant de lui un symbole de l'union nuptiale entre le Créateur et sa création, entre le Rédempteur et son Église.

« Le mariage, en effet, n'est pas un événement qui regarde seulement ceux qui se marient. Il est aussi, par sa nature même, un fait social qui engage les époux devant la société » (St Jean Paul II, *Familiaris consortio*, n° 68).

« Aucun de nous n'appartient exclusivement à soi-même: c'est pourquoi chacun est appelé à assumer au plus profond de soi sa responsabilité publique. Le mariage comme institution n'est donc pas une ingérence indue de la société ou de l'autorité, l'imposition d'une forme extérieure dans la réalité la plus privée de la vie; il s'agit au contraire d'une exigence intrinsèque du pacte de l'amour conjugal et de la profondeur de la personne humaine » (Benoît XVI, discours du 6 juin 2005).

51 QUESTION : L'homme est par nature libre et le mariage une union volontaire. Pourquoi alors une personne est-elle obligée par la loi naturelle à respecter les liens et les obligations qu'elle ne veut ou ne désire plus, tels que l'indissolubilité de son mariage ?

RÉPONSE :

La vraie liberté de la personne est de réaliser sa nature, et à cet effet elle doit respecter des contraintes et obligations morales précises telles que celles prévues par la loi naturelle.

« La communion conjugale se caractérise non seulement par son unité, mais encore par son indissolubilité. (...) C'est un devoir fondamental pour l'Église d'affirmer encore et avec force (...) la doctrine de l'indissolubilité du mariage. (...) De nos jours, témoigner de la valeur inestimable de l'indissolubilité du mariage et de la fidélité conjugale est, pour les époux chrétiens, un des devoirs les plus importants et les plus pressants » (St Jean- Paul II, *Familiaris consortio*, n° 20).

« Il faut rappeler la valeur anthropologique du mariage indissoluble : celui-ci soustrait les conjoints à l'arbitraire et à la tyrannie des sentiments et des états d'âme ; il les aide à traverser les difficultés personnelles et à surmonter les expériences douloureuses ; il protège surtout les enfants, les plus affectés par la rupture des mariages » (Card. Gerhard Müller, *Un témoignage en faveur du pouvoir de la grâce sur l'indissolubilité du mariage et le débat sur les divorcés*

remariés civilement et les sacrements in Demeurer dans la vérité du Christ. Mariage et Communion dans l'Église catholique, Artège éditions, p. 92 de l'édition numérique).

52 QUESTION : Étant une association volontaire entre deux personnes libres, pourquoi le contrat de mariage ne peut-il être contracté et dissous par les conjoints à leur guise ?

RÉPONSE :

Plus qu'un contrat, le mariage est une institution divine dont les propriétés et les lois ont été établies par Dieu lui-même. Une de ces propriétés est l'indissolubilité. Dans le mariage, la libre volonté de chaque conjoint n'intervient que dans la décision de se marier et de le faire avec telle personne particulière, mais il n'est pas libre de le dissoudre.

« Mais, bien que le mariage, à raison de sa nature même, soit d'institution divine, la volonté humaine y a cependant sa part, qui est très noble : car chaque mariage particulier, en tant qu'il constitue l'union conjugale entre un homme et une femme déterminés, n'a d'autre origine que le libre consentement de chacun des deux époux ; cet acte libre de volonté, par lequel chacune des deux parties livre et reçoit le droit propre du mariage, est si nécessaire pour réaliser un mariage véritable que "nulle puissance humaine n'y pourrait suppléer". Cette liberté, toutefois, porte seulement sur un point, savoir : si les contractants veulent effectivement entrer dans l'état de mariage, et s'ils le veulent avec telle personne ; mais la nature du mariage est absolument soustraite à la liberté de l'homme, en sorte que quiconque l'a une fois contracté se trouve du même coup soumis à ses lois divines et à ses exigences essentielles. (...) Ainsi l'union sainte du mariage véritable est constituée tout ensemble par la volonté divine et par la volonté humaine : c'est de Dieu que viennent l'institution même du mariage, ses fins, ses lois, ses biens ; ce sont les hommes — moyennant le don généreux qu'une créature humaine fait à une autre de sa propre personne pour toute la durée de sa vie » (Pie XI, Casti connubii, n° 6).

53 QUESTION : Pourquoi le mariage doit-il être nécessairement monogame, c'est-à-dire avec un seul conjoint ? Ne peut-on pas accepter la polygamie, c'est-à-dire la polygynie (un homme avec plusieurs femmes) ou la polyandrie (une femme avec plusieurs hommes) ?

RÉPONSE :

Dieu lui-même a établi que le mariage soit l'union d'un homme et d'une femme pour former « une seule chair » (Jn 2, 24). Son carac-

rière monogame est d'ailleurs un atout pour le mariage, notamment parce qu'il renforce l'amour conjugal par la fidélité mutuelle.

« Et bien que, ensuite, le suprême Législateur divin ait, pour un temps, relativement relâché la rigueur de cette loi primitive, il est absolument certain que la loi évangélique a restauré en son intégrité cette parfaite unité primitive et qu'elle a aboli toute dispense : les paroles du Christ et l'enseignement constant de l'Église comme sa constante façon d'agir le montrent à l'évidence [...] Notre Seigneur n'a d'ailleurs pas seulement voulu condamner, toute forme de polygamie et de polyandrie, successive ou simultanée, ou encore tout acte déshonnête extérieur ; mais, pour assurer complètement l'inviolabilité des frontières sacrées de l'union conjugale, il a prohibé aussi les pensées et les désirs volontaires concernant toutes ces choses : "Et moi je vous dis que quiconque arrête sur une femme des regards de concupiscence a déjà commis l'adultère dans son cœur ". [...] Cette foi de la chasteté, comme saint Augustin l'appelle très justement, s'épanouira plus aisément et avec plus d'attrait et de beauté morale, dans le rayonnement d'une autre influence des plus excellentes : celle de l'amour conjugal qui pénètre tous les devoirs de la vie conjugale et qui tient dans le mariage chrétien une sorte de primauté de noblesse » (Pie XI, *Casti connubii*, n° 20, 21 et 23).

« À l'image du Dieu du monothéisme, correspond le mariage monogamique. Le mariage fondé sur un amour exclusif et définitif devient l'icône de la relation de Dieu avec son peuple et réciproquement : la façon dont Dieu aime devient la mesure de l'amour humain » (Benoît XVI, *Deus caritas est*, n° 11).

54 QUESTION : Lors du débat pré-synodal, certains ont proposé que l'accès au mariage se déroule en plusieurs étapes, à savoir que les fiancés arrivent progressivement à la situation de conjoints, en passant d'abord par une période de cohabitation afin de prouver leur maturité à s'engager définitivement par le serment sacramentel (cf. Fulvio De Giorgi, *La personalizzazione dello sguardo. Per un rinnovamento della pastorale familiare*, su *Il Regno*, annuelle 2009, Bologna 2010, p. 57-67). Ne peut-on pas admettre cette progression afin d'éviter que des mariages hâtifs ou malencontreux deviennent indissolubles ?

RÉPONSE :

La doctrine et la pratique pastorale de l'Église n'ont jamais admis le mariage progressif ou temporaire, également appelé « mariage à l'essai ». Le consentement donné par les fiancés lors

du mariage sacramentel les rend immédiatement conjoints l'un de l'autre. Il est d'ailleurs connu que ceux qui se marient après une longue « période d'essai », en vivant *more uxorio*, constituent précisément la catégorie la plus exposée au risque de séparation et de divorce (cf. Tony Anatrella, *Heureux époux. Essai sur le lien conjugal*, Flammarion, Paris 2007, chap. II).

55 QUESTION : Quel est le but du mariage ? Est-il le compagnonnage affectif entre les époux, en particulier le renforcement de l'amour conjugal par l'union charnelle ?

RÉPONSE :

Dans le mariage, surtout le mariage chrétien, l'entraide et la complémentarité biologique des époux sont une fin bonne et légitime, orientée de soi vers la procréation et l'éducation des enfants. L'amour et l'union charnelle sont en effet ordonnés par leur nature à la procréation. Ils sont un don de Dieu qui nous permet de remplir le commandement biblique « Soyez féconds et multipliez-vous ».

« Le mariage et l'amour conjugal sont d'eux-mêmes ordonnés à la procréation et à l'éducation. (...) Par ailleurs, que tous sachent bien que la vie humaine et la charge de la transmettre ne se limitent pas aux horizons de ce monde et n'y trouvent ni leur pleine dimension, ni leur plein sens, mais qu'elles sont toujours à mettre en référence avec la destinée éternelle des hommes » (Gaudium et spes, n° 50-51).

L'ADULTÈRE

56 QUESTION : Une « approche pastorale » tolérante vis-à-vis de l'adultère est-elle concevable, même si dans certains cas cela peut avoir comme résultat que ce qui était considéré hier comme un péché ne le soit plus à l'avenir ?

RÉPONSE :

L'adultère, c'est-à-dire les rapports charnels entre une personne mariée et une autre distincte du conjoint légitime, est un péché condamné par Jésus-Christ lui-même. « *Quiconque répudie sa femme et en épouse une autre commet un adultère à son égard ; et si une femme répudie son mari et en épouse un autre, elle commet un adultère* » (Mt 10, 11-12 ; I Cor 6, 9 et ss. ; Tm 1, 8-10). La Sainte Écriture voit l'adultère comme un signe d'idolâtrie et d'infidélité à l'alliance nuptiale entre Dieu et son peuple (cf. Os 2,7; Jer 5,7; Jer 13, 27).

Aucune « pastorale » ne peut justifier ce qui est mal aux yeux de Dieu. La prise en compte des personnes ou des circonstances de l'adultère ne change pas la qualification de l'acte.

« Vivre conjugalement avec un partenaire qui n'est pas son mari ou sa femme est un acte intrinsèquement mauvais qui ne peut jamais être justifié pour aucun motif. C'est la doctrine morale catholique réaffirmée récemment par le Pape St Jean-Paul II dans l'encyclique *Veritatis Splendor* (...) Il s'agit de la loi divine qui par sa nature couvre tous les cas et n'admet pas d'exception » (Card. Velasio de Paolis, *Prolusione* cit., p. 23).

- 57 QUESTION :** Une réponse pastorale aux cas d'adultère ne pourrait-elle pas consister à le tolérer, ou au moins le regarder avec bienveillance, en diminuant sa gravité morale et en le rabaisant au niveau de péché véniel, susceptible d'être pardonné sans passer par le confessionnal ?

RÉPONSE :

L'adultère est objectivement un péché grave qui ne peut être pardonné comme tel par le confesseur que si le pénitent manifeste un repentir sincère et la résolution ferme d'amendement, c'est-à-dire de briser la liaison adultère.

« La Contrition est une douleur de l'âme et une détestation du péché commis, avec un ferme propos de ne plus pécher à l'avenir » (Catéchisme du Concile de Trente, chap. IV).

« Il est clair que toute relation conjugale en dehors de ce lien [sacramentel] sera toujours une relation infidèle, et donc adultère. (...) Le pardon peut être accordé uniquement avec la vraie repentance, qui supprime la situation de péché. Il est évident que l'adultère peut être pardonné, tout comme le fait qu'il ne peut devenir le seul péché pardonnable sans repentance » (Pérez-Soba, *La verità del sacramento sponsale*, in Pérez-Soba et Kampowski, op. cit. p. 80).

DIVORCE, SÉPARATION, DÉCLARATION DE NULLITÉ

- 58 QUESTION :** Presque toutes les églises chrétiennes permettent le divorce. Pourquoi l'Église catholique est-elle la seule qui s'obstine à le rejeter ?

RÉPONSE :

L'Église rejette le divorce parce que le mariage est de règle indissoluble, non par simple convention humaine mais par la force du droit naturel et divin. De plus, le mariage sacramentel est un signe de l'alliance entre Dieu et l'humanité, et en particulier des noces du Rédempteur avec l'Église, son Épouse ; par conséquent, le mariage sacramentel doit être autant unique et indissoluble que le sont cette alliance et ces noces. Ce n'est pas par hasard que

l'Église catholique est la seule à avoir développé une véritable théologie du mariage.

« Du mariage valide naît entre les conjoints un lien de par sa nature perpétuel et exclusif. (...) Le lien matrimonial est donc établi par Dieu lui-même, de sorte que le mariage conclu et consommé entre baptisés ne peut jamais être dissout. Ce lien (...) est une réalité désormais irrévocable et donne origine à une alliance garantie par la fidélité de Dieu. Il n'est pas au pouvoir de l'Église de se prononcer contre cette disposition de la sagesse divine » (cf. Catéchisme de l'Église Catholique, n° 1638-1640).

59 QUESTION : **Rejeter le divorce ne porte-t-il pas atteinte à la liberté et la dignité de la personne ?**

RÉPONSE :

La dignité de la personne se manifeste aussi par la prise et le respect d'engagements indissolubles comme le mariage. C'est le divorce qui est contraire à la dignité des époux, en particulier des plus vulnérables, car il leur ôte la certitude de la pérennité de leur union et leur fait envisager l'éventualité d'un abandon et de lourdes charges dont ils ne sont pas responsables ; sans parler des répercussions sur les enfants qui nuisent à leur formation psychologique et morale : il y a de nombreuses études scientifiques sur cette question.

60 QUESTION : **En permettant la séparation conjugale, l'Église n'accepte-t-elle pas une forme de divorce ?**

RÉPONSE :

Divorce et séparation sont deux réalités très différentes, tant du point de vue de la morale que du droit. Les conjoints séparés, bien que ne vivant plus ensemble, ne sont pas divorcés, mais ils restent mariés devant Dieu et devant l'Église. La séparation est un mal toléré par l'Église avec douleur et seulement pour de sérieuses raisons de prudence, c'est-à-dire pour éviter de plus grands maux lorsqu'aucune autre solution n'est envisageable ; en fait, il peut parfois être préférable d'autoriser la séparation pour éviter les dégâts causés par la vie commune.

« L'Église admet la séparation physique des époux et la fin de la cohabitation. Les époux ne cessent pas d'être mari et femme devant Dieu ; ils ne sont pas libres de contracter une nouvelle union » (cf. Catéchisme de l'Église Catholique, n° 1649).

« Dans ces situations douloureuses, l'Église a toujours permis que les conjoints se séparent et ne vivent plus ensemble. Il faut toutefois considérer que le lien conjugal d'un mariage valide per-

dure devant Dieu et que chacune des parties n'est pas libre de contracter un nouveau mariage tant que l'autre conjoint est en vie » (Card. Gerhard Müller, *Un témoignage en faveur du pouvoir de la grâce sur l'indissolubilité du mariage et le débat sur les divorcés remariés civilement et les sacrements* in *Demeurer dans la vérité du Christ. Mariage et Communion dans l'Église catholique*, Artège éditions, p. 93 de l'édition numérique).

61 QUESTION : Mais les annulations de mariages ne sont-elles pas une forme de divorce acceptée par l'Église ?

RÉPONSE :

Lorsque, après un procès canonique documenté, l'Église déclare qu'un mariage doit être considéré comme *nul* et non *avenu*, cela ne dissout pas le lien du mariage mais certifie qu'il n'a jamais existé, en raison de certains défauts originaires irrémédiables. Ce n'est donc pas une « annulation » mais une constatation de nullité, ce qui n'a rien à voir avec le divorce.

62 QUESTION : Mais un jour l'autorité ecclésiastique n'arrivera-t-elle pas à admettre parfois le divorce pour résoudre d'une façon pastorale au moins quelques cas « extrêmes » ?

RÉPONSE :

« Si la volonté des époux qui ont passé le contrat ne peut rompre le lien du mariage, l'autorité supérieure aux époux que le Christ a établie pour la vie religieuse des hommes en aura-t-elle peut-être les moyens ? Le lien du mariage est si fort que, lorsque l'usage des droits conjugaux l'a porté à sa pleine stabilité, nulle puissance au monde – pas même la Nôtre, qui est celle du Vicaire du Christ – ne saurait le trancher » (Vén. Pie XII, discours du 22 avril 1942).

63 QUESTION : Que doit-on penser des couples divorcés et remariés civilement ?

RÉPONSE :

Les couples divorcés et remariés sont dans un état objectif de péché mortel, aggravé par le scandale si cela est de notoriété publique. Leur union ne peut être autorisée par l'Église ni authentifiée par aucune cérémonie paraliturgique. Pour être pardonnées et réintégrées à la pleine communion ecclésiale, ces personnes ont le devoir de se repentir de leur péché et de corriger leur situation.

« Le fait de contracter une nouvelle union, fût-elle reconnue par la loi civile, ajoute à la gravité de la rupture : le conjoint remarié se trouve alors en situation d'adultère public et permanent » (Catéchisme de l'Église Catholique, n° 2384).

« Le respect dû au sacrement de mariage, aux conjoints eux-mêmes et à leurs proches, et aussi à la communauté des fidèles, interdit à tous les pasteurs, pour quelque motif ou sous quelque prétexte que ce soit, même d'ordre pastoral, de célébrer, en faveur de divorcés qui se remarient, des cérémonies d'aucune sorte. Elles donneraient en effet l'impression d'une célébration sacramentelle de nouvelles noces valides, et induiraient donc en erreur à propos de l'indissolubilité du mariage contracté validement » (St Jean-Paul II, *Familiaris consortio*, n° 84).

64 QUESTION : Comment deux personnes divorcées et civilement remariées qui, pour des raisons graves, ne peuvent pas interrompre leur cohabitation devraient-elles se comporter ?

RÉPONSE :

« Là où la nullité du lien matrimonial n'est pas reconnue et où des conditions objectives rendent de fait la vie commune irréversible, l'Église encourage ces fidèles à s'engager à vivre leur relation selon les exigences de la Loi de Dieu, comme amis, comme frère et sœur. (...) Un tel chemin, pour qu'il soit possible et qu'il porte du fruit, doit être soutenu par l'aide des pasteurs et par des initiatives ecclésiales appropriées, en évitant, dans tous les cas, de bénir ces relations, pour que ne surgissent pas chez les fidèles des confusions autour de la valeur du Mariage » (Benoît XVI, *Sacramentum caritatis*, n° 29).

Ces fidèles sont en plus obligés de suivre la règle générale d'éviter le scandale. Dans leur cas, cette obligation est encore plus grave du fait que le risque de scandale est plus sérieux « étant occulte qu'ils ne vivent pas maritalement et notoire leur condition de divorcés remariés » (Card. Velasio de Paolis, *Permanere nella Verità di Cristo* cit., p.173).

65 QUESTION : Une personne divorcée, ayant des enfants à charge, ne peut-elle se remarier pour assurer sa stabilité financière et émotionnelle, et surtout celle de ses enfants ?

RÉPONSE :

Une situation douloureuse, comme un divorce dont on est la partie fautive, ne peut pas être résolue par le péché. Un second mal n'efface ni ne compense le premier, mais le rend encore plus grave.

– IX –

Communions pour les gens séparés, divorcés et divorcés-remariés

66 QUESTION : Une personne séparée peut-elle recevoir la sainte Communion ?

RÉPONSE :

Une personne séparée de son conjoint et qui ne s'est pas engagée dans une nouvelle union stable avec un tiers, peut recevoir la Communion sacramentelle à condition, bien sûr, qu'elle soit en état de grâce.

67 QUESTION : Une personne qui a subi un divorce sans faute de sa part et qui ne s'est pas remariée, peut-elle recevoir la Communion sacramentelle ?

RÉPONSE :

Une personne qui a subi un divorce mais ne s'est pas remariée peut recevoir la Communion sacramentelle, à condition évidemment qu'elle soit en état de grâce.

68 QUESTION : Un divorcé-remarié peut-il recevoir la Communion sacramentelle ?

RÉPONSE :

Quelles que soient ses intentions subjectives, une personne notoirement divorcée et civilement remariée se trouve objectivement « dans un état de péché grave et manifeste » (Code de droit canonique, n° 915) ; par conséquent, elle ne peut pas recevoir l'Eucharistie. Si elle le faisait de façon publique, le scandale s'ajouterait au sacrilège.

« Si les divorcés sont remariés civilement, ils se trouvent dans une situation qui contrevient objectivement à la loi de Dieu. Dès lors ils ne peuvent pas accéder à la Communion eucharistique, aussi longtemps que persiste cette situation. Pour la même raison ils ne peuvent pas exercer certaines responsabilités ecclésiales. La réconciliation par le sacrement de pénitence ne peut être accordée qu'à ceux qui se sont repentis d'avoir violé le signe de l'Alliance et de la fidélité au Christ, et se sont engagés à vivre dans une continence complète » (Catéchisme de l'Église Catholique, n° 1650).

« L'Église, cependant, réaffirme sa discipline, fondée sur l'Écriture Sainte, selon laquelle elle ne peut admettre à la Communion eucharistique les divorcés remariés. Ils se sont rendus eux-mêmes

*incapables d'y être admis car leur état et leur condition de vie est en contradiction objective avec la communion d'amour entre le Christ et l'Église, telle qu'elle s'exprime et est rendue présente dans l'Eucharistie. Il y a par ailleurs un autre motif pastoral particulier : si l'on admettait ces personnes à l'Eucharistie, les fidèles seraient induits en erreur et comprendraient mal la doctrine de l'Église concernant l'indissolubilité du mariage » (St Jean-Paul II, *Familiaris consortio*, n° 84).*

69 QUESTION : Un divorcé-remarié qui est convaincu en conscience d'être en mesure de recevoir l'Eucharistie, peut-il le faire à bon droit et un prêtre peut-il la lui donner ?

RÉPONSE :

« Les pasteurs et les confesseurs auraient, étant donné la gravité de la matière ainsi que les exigences du bien spirituel de la personne et du bien commun de l'Église, le grave devoir de l'avertir qu'un tel jugement de conscience est en opposition patente avec la doctrine de l'Église » (Congrégation pour la Doctrine de la foi, Lettre aux évêques de l'Église Catholique sur l'accès à la Communion eucharistique de la part des fidèles divorcés-remariés, 14 septembre 1994, n° 6).

70 QUESTION : Cette interdiction n'est en fait qu'une disposition du Code de droit canonique (can. 915). Une nouvelle discipline ne peut-elle pas la modifier à l'avenir ?

RÉPONSE :

« La prohibition que fait ledit canon, par nature, dérive de la loi divine et transcende le contexte des lois ecclésiastiques positives : celles-ci ne peuvent introduire de changements législatifs qui s'opposent à la doctrine de l'Église » (Conseil pontifical pour les textes législatifs, Déclaration sur la Communion pour les personnes divorcées et remariées, 24 juin 2000, n° 1).

71 QUESTION : Une personne divorcée et remariée ne peut-elle faire, au moins, une communion spirituelle ?

RÉPONSE :

Pour recevoir les fruits de la Communion sacramentelle ou spirituelle, il faut être en état de grâce (Concile de Trente, Décret sur la sainte Eucharistie, chapitre VIII). Les personnes qui se trouvent dans un état de péché grave, comme les adultères, ne peuvent recevoir ces mêmes fruits. Ces personnes peuvent et doivent néanmoins nourrir dans leur cœur le désir de s'unir au Christ, en demandant les grâces nécessaires pour abandonner le péché et mener une vie vertueuse.

72 QUESTION : La réception de l'Eucharistie ne peut-elle être considérée comme une médecine spirituelle pour favoriser la pleine conversion des divorcés et remariés ?

RÉPONSE :

Celui qui communie ne prend pas une simple médecine spirituelle, mais reçoit vraiment le Corps et le Sang du Christ. Et pour cela, il faut en être digne, c'est-à-dire en état de grâce. Mais les divorcés remariés se trouvent dans une situation objective de péché mortel. S'ils reçoivent la Communion, ils risquent de commettre un sacrilège. La Communion ne leur serait pas une médecine mais un poison spirituel. Si un célébrant permet une telle Communion sacrilège, de deux choses l'une : ou il ne croit pas en la Présence réelle du Christ dans l'Eucharistie ou il ne croit pas que l'adultère d'un divorcé remarié constitue une situation de péché mortel.

« Je désire donc redire que demeure et demeurera toujours valable dans l'Église la norme par laquelle le Concile de Trente [De Eucharistia, canon XI] a appliqué concrètement la sévère admonition de l'Apôtre Paul, en affirmant que, pour une digne réception de l'Eucharistie, "si quelqu'un est conscient d'être en état de péché mortel, il doit, auparavant, confesser ses péchés" » (St Jean-Paul II, *Ecclesia de Eucharistia*, 17 avril 2003, n° 36).

73 QUESTION : Une personne divorcée et remariée est-elle « excommuniée » et mise hors de l'Église ?

RÉPONSE :

Une personne divorcée et remariée ne perd pas son statut de baptisée et demeure un membre de l'Église obligé d'observer ses préceptes, comme celui d'assister à la messe les jours d'obligation. L'Église ne la condamne pas à la solitude, mais l'encourage au contraire à fréquenter la vie de l'Église, ainsi qu'à profiter des moyens de salut qu'elle est en condition de recevoir, afin de se purifier et de revenir à l'amitié avec Dieu. Durant cette fréquentation, la personne divorcée et remariée doit éviter des comportements qui peuvent faire scandale, en créant la fausse impression que sa situation dans l'Église serait régulière.

« Les divorcés remariés, malgré leur situation, continuent d'appartenir à l'Église, qui les suit avec une attention spéciale, désirant qu'ils développent, autant que possible, un style de vie chrétien, par la participation à la Messe, mais sans recevoir la Communion, par l'écoute de la Parole de Dieu, par l'adoration eucharistique et la prière, par la participation à la vie de la communauté, par le dialogue confiant avec un prêtre ou un guide spirituel, par le dévouement à la charité vécue et les œuvres de pénitence, par l'enga-

gement dans l'éducation de leurs enfants » (Benoît XVI, Exhortation Apostolique *Sacramentum caritatis*, 22 février 2007, n° 29).

« A l'égard des chrétiens qui vivent en cette situation (...) les prêtres et toute la communauté doivent faire preuve d'une sollicitude attentive, afin qu'ils ne se considèrent pas comme séparés de l'Église, à la vie de laquelle ils peuvent et doivent participer en tant que baptisés. On les invitera à écouter la Parole de Dieu, à assister au Sacrifice de la messe, à persévérer dans la prière (...) à cultiver l'esprit de pénitence et à en accomplir les actes, afin d'implorer, jour après jour, la grâce de Dieu » (Catéchisme de l'Église Catholique, n° 1651).

74 QUESTION : **Pour être réadmis à l'Eucharistie, ne suffit-il pas à un pécheur public d'être sincèrement repentant ?**

RÉPONSE :

Pour être réadmis à l'Eucharistie, un divorcé remarié doit manifester la ferme résolution de ne plus pécher, c'est-à-dire de changer de vie. Pour lui, cela signifie abandonner sa situation scandaleuse en rompant, par exemple, sa liaison illégitime. C'est la façon par laquelle le pécheur démontre qu'il s'est vraiment converti et veut faire pénitence.

Ensuite, si le divorcé remarié ne peut pas quitter la maison dans laquelle il cohabite avec son conjoint adultère, parce qu'il est obligé par exemple de s'occuper de l'éducation des enfants, il doit tout de même s'engager à vivre chastement avec son partenaire, « sous le même toit, mais en faisant chambre à part ».

75 QUESTION : **Le cardinal Walter Kasper affirme que dans l'Église primitive une large tolérance pour la Communion des divorcés remariés était en vigueur. Est-ce vrai ?**

RÉPONSE :

Aucun Concile de l'antiquité ni Père de l'Église n'ont admis comme une norme la Communion sacramentelle des divorcés civilement remariés. Cela a été démontré par des études récentes qui reprennent les conclusions du P. Henri Crouzel s.j., patrologue renommé, lesquelles réfutent la thèse du cardinal Kasper (cf. John M. Rist, *Divorce et remariage dans l'Église primitive – Quelques réflexions historiques et culturelles*, in *Demeurer dans la vérité du Christ. Mariage et Communion dans l'Église catholique*, Artège éditions, p. 34-52 de l'édition numérique).

Les citations du cardinal Kasper ne sont ni correctes ni contextualisées avec d'autres citations provenant des mêmes sources. Le Père Pérez-Soba écrit : « *Ce faisant, lui [Kasper] fait taire une évidence :*

le nombre de textes des Pères qui nient absolument cette possibilité [de donner la Communion aux divorcés remariés] est beaucoup plus élevé et leurs textes sont plus clairs et directs que les morceaux que cite le cardinal » (Pérez-Soba et Kampowski, op. cit. p. 97).

De toutes façons, les décisions des Conciles œcuméniques et des Synodes régionaux ne sont valables dans leur forme et contenu que si elles correspondent aux impératifs de la tradition authentique et constante de l'Église, conformément à la règle d'or : « Quod semper, quod ubique, quod ab omnibus » (cf. Card. Walter Brandmüller, *Unité et indissolubilité du mariage du haut Moyen Âge au Concile de Trente*, in *Demeurer dans la vérité du Christ. Mariage et Communion dans l'Église catholique*, Artège éditions, chap. V).

- 76** QUESTION : **Les Églises orthodoxes autorisent la bénédiction du deuxième mariage d'un divorcé par un rite spécifique. Elles ne considèrent pas ce rite comme un sacrement, mais comme une solution pastorale afin d'éviter un plus grand péché. Après cette bénédiction, les divorcés remariés sont admis aux sacrements de la Pénitence et de l'Eucharistie. L'Église catholique ne pourrait-elle à l'occasion imiter leur exemple ?**

RÉPONSE :

La théologie des Églises orthodoxes sur le mariage est très différente de la théologie catholique. Le cas des pratiques susmentionnées, acceptées par les Églises orthodoxes, est de toute façon une anomalie historique, fruit de la soumission de ces églises au pouvoir temporel. Cette anomalie est injustifiable en soi et inapplicable à l'Église catholique. Cela a été démontré par Mgr Cyril Vasil s.j., Secrétaire de la Congrégation pour les Églises orientales, dans son essai sur *Séparation, divorce, dissolution du lien matrimonial et remariage – Approche théologique et pratique des Églises orthodoxes – Interrogations et orientations pour la pratique catholique* (in *Demeurer dans la vérité du Christ. Mariage et Communion dans l'Église catholique*, Artège éditions, chap. IV).

- 77** QUESTION : **Comment alors expliquer que, lors du Synode, certains Pères aient persisté à proposer l'admission des divorcés remariés à la Communion ?**

RÉPONSE :

Même dans l'Église, beaucoup sont séduits par l'idée subjective qu'on possède tous à parité un droit à tout, et que nier à certains un bénéfice accordé à d'autres constitue une discrimination inacceptable. Mais l'Eucharistie ne fait pas partie des « droits de l'homme » ! Et l'Église peut la refuser à ceux qui n'en ont pas le droit pour cause d'incapacité ou d'indignité.

Bien que la réception de l'Eucharistie soit fortement conseillée pour participer pleinement à la messe (cf. Concile de Trente, sess. 22, cap. VI ; aussi : Concile Vatican II, *Sacrosanctum Concilium*, 55), on ne peut pas en déduire que ceux qui s'abstiennent de communier ne rempliraient pas le précepte.

– X –

Homosexualité et unions de même sexe

78 QUESTION : Les tendances homosexuelles semblent être naturelles. Leur satisfaction charnelle ne serait-elle pas, par conséquent, un acte légitime ?

RÉPONSE :

« *Bien qu'elle ne soit pas en elle-même un péché, l'inclination particulière de la personne homosexuelle constitue néanmoins une tendance, plus ou moins forte, vers un comportement intrinsèquement mauvais au point de vue moral. C'est la raison pour laquelle l'inclination elle-même doit être considérée comme objectivement désordonnée* » (Congrégation pour la Doctrine de la foi, *Observations au sujet des propositions de loi sur la non-discrimination des personnes homosexuelles*, 1992, n° 2). Les personnes qui ont cette inclination doivent être accueillies avec délicatesse et compassion et incitées à pratiquer la chasteté (cf. Catéchisme de l'Église catholique, n° 2358-2359).

Les actes homosexuels, en revanche, impliquent un usage de la sexualité contraire à sa finalité naturelle. Pratiqués volontairement, ces actes sont imputables à ceux qui les commettent et doivent être condamnés parce qu'ils sont moralement illicites.

« *S'appuyant sur la Sainte Écriture, qui les présente comme des dépravations graves (cf. Gn 19, 1-29 ; Rm 1, 24-27 ; 1 Co 6, 10 ; 1 Tm 1, 10), la Tradition a toujours déclaré que "les actes d'homosexualité sont intrinsèquement désordonnés"* (CDF, *décl. Persona humana*, 8). Ils sont contraires à la loi naturelle. Ils ferment l'acte sexuel au don de la vie. Ils ne procèdent pas d'une complémentarité affective et sexuelle véritable. Ils ne sauraient recevoir d'approbation en aucun cas » (Catéchisme de l'Église Catholique, n° 2357).

79 QUESTION : Ne peut-on pas dire que l'amour entre deux amants homosexuels, sans être identique à celui qui existe entre mari et femme, est au moins analogue ?

RÉPONSE :

« *Le terme "amour" est devenu aujourd'hui un des mots les plus utilisés et aussi un des plus galvaudés, un mot auquel nous donnons des acceptions totalement différentes* », a dit très justement le

Pape Benoît XVI (*Deus caritas est*, n° 2). Dans le cas précis de cette question, il comprend deux réalités différentes : l'attraction érotique (ou « amour de concupiscence ») et une forme supérieure d'amour appelée « amour de dilection », qui peut exister sans connotation sexuelle entre personnes de même sexe ou de sexe différent (par exemple, l'amour paternel, maternel, filial, fraternel ou entre amis). Au-delà de la simple attirance érotique, c'est cet amour de dilection qui prédispose un homme et une femme à choisir l'autre comme conjoint afin d'engendrer une progéniture et de pratiquer « *la charité conjugale : celle-ci est la façon propre et spécifique dont les époux participent à la charité du Christ se donnant lui-même sur la croix, et sont appelés à la vivre* » (St Jean-Paul II, *Familiaris consortio*, n° 13). Les unions homosexuelles ne peuvent pas servir objectivement de fondement à cette forme supérieure d'amour qu'est la charité conjugale, parce qu'elles sont incapables de remplir la finalité procréative de la nature et, par conséquent, gravement peccamineuses.

80 QUESTION : Deux personnes de même sexe qui vivent ensemble ne peuvent-elles éventuellement officialiser leur union par le mariage ?

RÉPONSE :

Le mariage peut être célébré uniquement entre un homme et une femme parce qu'il est par nature l'union entre deux personnes de sexe différent en vue de procréer des enfants.

Deux personnes du même sexe sont incapables de contracter un mariage valide et leur cohabitation ne constitue pas une famille dans le vrai sens du mot. Leur union n'est ni conforme à la nature ni ouverte à la vie, ce qui la rend moralement illicite.

81 QUESTION : Un évêque a fait valoir que la reconnaissance des couples de même sexe est devenue « une question de civilisation ». Un autre s'est même aventuré à suggérer que les unions homosexuelles soient, sinon mises à égalité, du moins assimilées au mariage, en les autorisant éventuellement par une bénédiction sacerdotale. Cette assimilation est-elle envisageable ?

RÉPONSE :

L'union homosexuelle n'est pas un simple compagnonnage affectif entre amis, mais une cohabitation érotique entre amants qui consiste à utiliser la sexualité contre nature. Par conséquent, l'union homosexuelle est gravement peccamineuse. Elle n'est pas comparable au mariage et ne peut être bénie par l'Église. Ainsi, nous devons nous opposer aux tentatives de légalisation de ces unions sous toutes leurs formes.

« Si, du point de vue juridique, le mariage entre deux personnes de sexe différent était considéré seulement comme une des formes de mariage possible, l'idée de mariage subirait un changement radical, et ce, au détriment grave du bien commun » (Congrégation pour la Doctrine de la foi, *Considérations à propos des projets de reconnaissance juridique des unions entre personnes homosexuelles*, 28 mars 2003, n° 8 – texte approuvé par St Jean-Paul II).

82 QUESTION : Comment une personne compatissante et miséricordieuse peut-elle condamner les homosexuels à la perspective de devoir toujours réprimer leurs pulsions ?

RÉPONSE :

La loi morale oblige tout le monde, y compris les homosexuels, à contrôler leurs passions déréglées et à vivre chastement selon leur état.

« Les personnes homosexuelles sont appelées à la chasteté. Par les vertus de maîtrise, éducatrices de la liberté intérieure, quelquefois par le soutien d'une amitié désintéressée, par la prière et la grâce sacramentelle, elles peuvent et doivent se rapprocher, graduellement et résolument, de la perfection chrétienne » (Catéchisme de l'Église Catholique, n° 2359).

– XI –

Quelques mots-clés du débat synodal

LES « MOTS-TALISMAN »

83 QUESTION : Un document du Synode suggère que la pastorale de l'Église passe par une « conversion du langage » (*Relatio post disceptationem*, n° 29). Avant, pendant et après le Synode, le débat sur la situation de la famille a vu l'irruption de certains mots-clés qui favorisent une approche particulière du problème traité. Par exemple, dans son *Document Préparatoire* (n° 1), le Synode a mis en lumière « l'accueil immense que reçoit de nos jours l'enseignement sur la miséricorde divine et sur la tendresse envers les personnes blessées, dans les périphéries géographiques et existentielles ». Quelle évaluation ces mots-clés méritent-ils ?

RÉPONSE :

« Personnes blessées », « miséricorde », « accueil », « tendresse », « approfondissement » sont des exemples de mots qui peuvent donner lieu à un emploi unilatéral, simpliste et qui, dans ce sens, peuvent avoir une espèce d'effet talisman.

84 QUESTION : **Qu'est-ce qu'un « mot-talisman » ?**

RÉPONSE :

Un « mot-talisman » est un vocable légitime, porteur d'une forte charge émotionnelle. Grâce à sa flexibilité et à sa mutabilité, il est susceptible d'assumer différents sens selon le contexte dans lequel il est employé. Cette élasticité le rend susceptible d'être exploité par la propagande à des fins idéologiques abusives.

Un mot-talisman est, par exemple, un instrument utile pour effectuer un « transbordement idéologique inaperçu » ; c'est-à-dire pour développer un processus qui change la mentalité des gens sans qu'ils s'en aperçoivent, les faisant passer d'une position légitime à une autre illégitime. Un mot-talisman, manipulé ainsi par la propagande, assume progressivement un sens toujours plus proche des positions idéologiques vers lesquelles on souhaite faire transiter les « patients » (cf. Plinio Corrêa de Oliveira, *Transbordement idéologique inaperçu et dialogue*, ch. III, in *Catolicismo* n° 178-179, oct.- nov. 1965).

Ce procédé peut être facilement utilisé dans les milieux catholiques. L'utilisation incessante de certains mots et le silence sur d'autres peuvent conduire les fidèles à remplacer un jugement moral par un jugement sentimental, ou un jugement de fond par un jugement purement formel, jusqu'à considérer comme bon, ou au moins tolérable, ce qui était considéré mauvais au départ.

L'« APPROFONDISSEMENT »

85 QUESTION : **Quels « mots-talisman » ont été employés dans les débats à propos du Synode ?**

RÉPONSE :

Le cas du mot « approfondissement » est typique. Dans le langage ordinaire, approfondissement signifie une meilleure compréhension d'un concept ou d'une réalité afin d'en éclairer les principes fondamentaux. Dans la propagande des médias de masse, il est au contraire utilisé pour promouvoir un changement d'opinion sur ce concept ou cette réalité, toujours dans un sens permissif, jusqu'à les nier dans leurs fondements.

« Ce qui est qualifié d'« approfondissements » représente, en réalité, dans les intentions de ceux qui en font la promotion, l'introduction de changements substantiels dans la doctrine jusqu'ici enseignée par le Magistère. Ces changements devraient être étiquetés plutôt comme une rupture avec la Tradition. Il s'agit en fait de petits pas dans la direction d'une réglementation qui révolutionnerait la structure même de la discipline ecclésiastique au

point de (...) comporter (...) une véritable rupture avec la doctrine du Magistère. (...) Je trouve assez hypocrite l'emploi de l'étiquette "approfondissement" pour propager une réforme de l'Église qui finirait par abolir les fondements dogmatiques de sa foi et de sa discipline » (Mgr Antonio Livi, ancien doyen de la Faculté de Philosophie de l'Université Pontificale du Latran, *Approfondimento della dottrina ? No, è tradimento*, dans *La Nuova Bussola Quotidiana*, 21 décembre 2014).

- 86 QUESTION :** **Peut-on au moins dire que la situation actuelle d'insensibilité envers la foi catholique exige que les vérités et les normes morales soient proposées et pratiquées de façon graduelle, suivant l'état des consciences individuelles ou de l'opinion publique ?**

RÉPONSE :

La connaissance progressive de la loi morale ne dispense pas les fidèles de l'obligation de la connaître et de la pratiquer en totalité.

« Les époux (...) ne peuvent toutefois considérer la loi comme un simple idéal à atteindre dans le futur, mais ils doivent la regarder comme un commandement du Christ Seigneur leur enjoignant de surmonter sérieusement les obstacles. C'est pourquoi ce qu'on appelle la "loi de gradualité" ou voie graduelle ne peut s'identifier à la "gradualité de la loi", comme s'il y avait, dans la loi divine, des degrés et des formes de préceptes différents selon les personnes et les situations diverses » (St Jean-Paul II, *Familiaris consortio*, n° 34).

LES « PERSONNES BLESSÉES »

- 87 QUESTION :** **Quelles seraient alors les « personnes blessées » ?**

RÉPONSE :

Dans le débat actuel, cette formule se réfère aux personnes qui vivent des situations de péché grave et public : concubins, divorcés remariés, couples homosexuels et ainsi de suite. En les dénommant « blessées », on évite d'exprimer un jugement moral et on souligne un seul aspect, vrai mais secondaire, de leur situation concrète. On leur applique ainsi une expression conçue pour éveiller la compassion : elles ne sont que des « personnes blessées », peut-être des victimes innocentes, auxquelles on ne peut imputer une faute grave.

De toute évidence, la réaction normale devant une « personne blessée » est d'aller à sa rencontre pour l'aider. Mais dans le cas en question, on considère inapproprié tout jugement moral à l'égard de cette personne pour ne pas aggraver sa souffrance psychologique. Il est recommandé d'avoir envers elle des sentiments de

« miséricorde » et de « tendresse », seuls admissibles pour évaluer sa situation et pour élaborer un plan pastoral qui lui soit adapté. À la fin de ce processus, le sentiment de compassion risque d'aller jusqu'à justifier une situation de péché, renversant le jugement doctrinal du Magistère pour ne pas faire souffrir davantage la personne supposément « blessée ».

88 QUESTION : **Mais n'est-ce pas précisément cette attitude qui est suggérée par la célèbre parabole du « Bon Samaritain » (Lc 10, 25-37) ?**

RÉPONSE :

La magnifique parabole du « Bon Samaritain » est ici mal comprise. Interprétée selon la mentalité aujourd'hui dominante, la parabole conduirait, en effet, à une issue paradoxale. Le sauveur serait tellement préoccupé d'éviter de nouvelles souffrances au blessé, de minimiser la gravité de sa maladie, de lui épargner des soins douloureux qui peuvent le guérir, qu'il se limiterait à lui administrer des palliatifs pour soulager sa souffrance. La conséquence est qu'il rendrait chronique un mal passager. Afin de ne pas perturber le blessé avec des sentiments de culpabilité, le sauveur ne l'admonesterait pas ni ne lui conseillerait d'éviter la route dangereuse au long de laquelle il se serait blessé. Mal soigné et mal conseillé, le pauvre blessé aura donc toutes les chances de retomber dans ses mésaventures.

LA « MISÉRICORDE »

89 QUESTION : **Un autre mot-clef employé souvent dans les débats autour du synode est celui de « miséricorde ». Si Dieu pardonne toujours les pécheurs, l'Église ne devrait-elle pas être miséricordieuse en atténuant sa rigueur envers les situations irrégulières et en supprimant l'interdiction d'accès aux sacrements ?**

RÉPONSE :

« C'est un argument insuffisant en matière théologique-sacramentaire, parce que tout l'ordre sacramentel est une œuvre de la divine miséricorde et ne peut pas être révoqué en faisant appel à cette même miséricorde. À travers ce qui est objectivement un faux appel à la miséricorde, on court de plus le risque d'une banalisation de l'image de Dieu, selon laquelle Dieu ne pourrait rien faire d'autre que pardonner. Au mystère de Dieu appartient, outre la miséricorde, également sa sainteté et sa justice. Si l'on occulte ces attributs de Dieu et que l'on ne prend pas au sérieux la réalité du

péché, on ne peut finalement pas non plus communiquer sa miséricorde aux hommes. (...) La miséricorde ne dispense pas d'obéir à ses commandements et aux instructions de l'Église » (Card. Gerhard Müller, préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la foi, *Un témoignage en faveur du pouvoir de la grâce sur l'indissolubilité du mariage et le débat sur les divorcés remariés civilement et les sacrements* in *Demeurer dans la vérité du Christ. Mariage et Communion dans l'Église catholique*, Artège éditions, p. 94-95 de l'édition numérique).

« “Miséricorde” est une autre parole facilement sujette à des malentendus. (...) Parce que liée à l'amour, comme l'amour elle est présentée en conflit avec le droit et la justice. Mais il est bien connu qu'il n'y a pas d'amour sans justice et sans vérité, en opposition à la loi humaine ou divine. Saint Paul a dit que la règle est l'amour qui accomplit les œuvres de la loi (Gal 5. 13-18). (...) En face de la loi divine, on ne peut pas mettre en opposition la miséricorde et la justice, la rigueur de la loi et le pardon et la miséricorde. (...) L'observance d'un commandement divin n'est pas et ne peut pas être vue en opposition à l'amour et à la miséricorde. En effet, tous les Commandements de Dieu, même les plus sévères, ont le visage de l'amour divin, même s'ils n'ont pas celui de la miséricorde. Le commandement de l'indissolubilité du mariage et de la chasteté dans le mariage est un don de Dieu et il ne peut pas être vu en opposition à la miséricorde de Dieu. (...) Dans ce cas concret, un recours abusif à la miséricorde ne serait qu'une violation directe de la loi de Dieu » (Card. Velasio De Paolis, *Prolusione* cit. p. 27 e 22).

90 QUESTION : Lors du débat autour du Synode, on a suggéré que la miséricorde devrait conduire à considérer les situations irrégulières non pas du point de vue de la loi et du devoir mais de la compréhension et du pardon, à adopter une approche « fondée non pas sur des jugements moraux, mais sur la vulnérabilité des personnes » (*Wir sind Kirche*). N'est-ce pas là une approche vraiment chrétienne de la question ?

RÉPONSE :

L'Église ne peut pas se comporter comme un bonimenteur qui trompe les malheureux en leur offrant des potions qui suppriment la douleur mais aggravent la maladie. À la suite du vrai « bon Samaritain », qui est une figure du Christ, l'Église doit agir comme un médecin judicieux qui guérit les malades et les blessés spirituels à l'aide des médicaments les plus efficaces, bien que douloureux, afin de les libérer de leurs infirmités et de leur épargner de dangereuses rechutes. Cela suppose que l'Église ne cache pas aux

malades la gravité de leur situation ou qu'elle diminue leur responsabilité, mais plutôt qu'elle leur ouvre les yeux et leurs cœurs avant même de panser leurs plaies.

Certes, les soins doivent être dispensés avec miséricorde, en tenant compte de la vulnérabilité du malade. Mais cette délicatesse doit favoriser sa guérison et non pas l'entraver, dans l'illusion que les palliatifs peuvent guérir un malade grave qui refuse le remède décisif. Il ne faut pas confondre non plus la *vulnérabilité* d'un patient qui endure une thérapie douloureuse avec la *susceptibilité* de quelqu'un qui refuse de se soigner.

« *La route de l'Église (...) est toujours celle de Jésus : celle de la miséricorde et de l'intégration. Cela ne veut pas dire sous-évaluer les dangers ou faire entrer les loups dans le troupeau, mais accueillir le fils prodigue repentant ; guérir avec détermination et courage les blessures du péché* » (Pape François, homélie de la messe du 15 février 2015 avec les nouveaux cardinaux).

91 QUESTION : Grâce au débat synodal, la « miséricorde » est devenue le principe directeur de toute approche pastorale. Ce critère ne devrait-il pas alors primer sur les impératifs de la doctrine morale jusqu'à en changer ses conclusions ?

RÉPONSE :

La miséricorde peut dépasser la justice mais non pas la violer, sinon elle deviendrait injuste. Encore moins peut-elle nier la vérité, sinon elle serait fausse. En outre, précisément parce qu'elle agit dans le domaine pratique, la miséricorde ne peut pas interférer dans le domaine doctrinal. Pour cette raison, elle ne peut pas changer le jugement moral sur une conduite. Une telle « miséricorde » mériterait sinon la condamnation biblique bien connue : « *Malheur à ceux qui appellent le mal bien, et le bien mal, qui font des ténèbres la lumière et de la lumière les ténèbres, qui font ce qui est doux amer, et ce qui est amer doux !* » (Is. 5,20).

« *On ne peut pas identifier l'amour avec la miséricorde. Celle-ci est certainement un visage de l'amour ; c'est l'amour qui, communiquant le bien, élimine tous les maux. Mais l'amour peut parfois, et dans certains cas doit, s'exprimer par la négation d'une fausse miséricorde conçue comme une condescendance bienveillante, pire encore, comme une approbation [du mal]* » (Card. Velasio De Paolis, *Prolusione* cit., p. 22).

« *La miséricorde en tant que vertu n'est pas étrangère à la justice. (...) Nous ne pouvons pas ouvrir la porte à une miséricorde injuste, car elle serait une falsification profonde de la Révélation*

divine. (...) Une action injuste n'est donc jamais miséricordieuse. Ce qui différencie la miséricorde de la seule compassion, c'est que le but de la miséricorde est de "supprimer la misère du prochain" ; autrement dit, la miséricorde est active contre le mal dont souffre notre prochain. Ce n'est qu'un faux réconfort de dire à celui qui pâtit d'un mal qu'il s'agit d'un "moindre mal", si on ne l'en libère pas. (...) La miséricorde est née de l'amour pour la personne, afin de la guérir de son mal et de son infidélité qui l'empêchent de vivre dans l'Alliance avec Dieu. Elle est bien différente d'un consentement à donner à l'infidélité sans songer à une transformation intérieure par la grâce, comme si Dieu couvrait nos péchés sans convertir ni purifier notre cœur. Il s'agit d'une différence dogmatique fondamentale entre la doctrine catholique sur la justification et celle de la matrice luthérienne » (J. J. Pérez-Soba, *La verità del Sacramento Sponsale*, in Pérez-Soba et Kampowski, op. cit. p. 60, 70-71-75).

92 QUESTION : Mais en fin de compte, l'Église ne doit-elle pas être Mère de miséricorde plus que sage Éducatrice et Juge sévère ?

RÉPONSE :

« C'est aussi dans le domaine de la morale conjugale que l'Église est éducatrice et mère, et agit comme telle. Éducatrice, elle ne se laisse pas de proclamer la norme morale qui doit guider la transmission responsable de la vie. L'Église n'est ni l'auteur ni l'arbitre d'une telle norme. Par obéissance à la vérité qui est le Christ, (...) l'Église interprète la norme morale et la propose à tous les hommes de bonne volonté, sans en cacher les exigences de radicalisme et de perfection. En tant que mère, l'Église se fait proche de tant de couples en difficulté sur ce point important de la vie morale (...). C'est cependant la même et unique Église qui est à la fois éducatrice et mère. Aussi ne cesse-t-elle de faire entendre ses appels et ses encouragements à résoudre les difficultés conjugales éventuelles sans jamais falsifier ni compromettre la vérité. (...) C'est pourquoi la pédagogie concrète de l'Église doit toujours être liée à sa doctrine et jamais séparée d'elle. "Ne diminuer en rien la salutaire doctrine du Christ est une forme éminente de charité envers les âmes" » (St Jean-Paul II, *Familiaris consortio*, n° 33).

« Ne diminuer en rien la salutaire doctrine du Christ est une forme éminente de charité envers les âmes. Mais cela doit toujours être accompagné de la patience et de la bonté dont le Seigneur lui-même a donné l'exemple en traitant avec les hommes. Venu non pour juger, mais pour sauver Il fut certes intransigeant avec le mal, mais miséricordieux envers les personnes » (Bx Paulo VI, *Humanae Vitae*, n° 29).

– XII –

Applications de la miséricorde aux différentes situations familiales

- 93** QUESTION : De nos jours, il y a tellement d'ignorance en matière de mariage, de ses buts et de ses devoirs, qu'on se demande si la majorité des mariages ne devraient pas être plutôt considérés comme nuls.

RÉPONSE :

L'ignorance doit être combattue par une préparation sérieuse au mariage, ce qui implique l'apprentissage de la doctrine. Il est curieux, en effet, de constater que beaucoup de ceux qui, remarquant cette ignorance, exigent maintenant un relâchement de la discipline morale de l'Église, sont les mêmes qui avaient d'abord favorisé l'amollissement de l'éducation morale dont ladite ignorance est le résultat.

« La préparation de longue date au mariage est extrêmement importante et c'est peut-être une bonne idée de la commencer avant même que les jeunes deviennent sexuellement actifs, ce qui à l'Ouest signifie avant l'adolescence. (...) De toute évidence, l'Église est appelée à panser les plaies et à les guérir, mais comme tous les bons médecins le savent, le meilleur remède est la prévention. Les jeunes sont beaucoup plus ouverts à parler de la vertu de la chasteté que vous ne le croiriez » (Stephan Kampowski, *Una vita vissuta nel tempo*, in Pérez-Soba et Kampowski, cit. p. 134-135).

- 94** QUESTION : Une approche pastorale marquée par la miséricorde ne devrait-elle pas faciliter les procès canoniques en nullité du lien du mariage ?

RÉPONSE :

Selon le cardinal Raymond Leo Burke, canoniste éminent, le procès canonique en nullité assure actuellement une pleine justice aux parties en cause, de sorte qu'il ne serait pas nécessaire de le modifier dans sa structure actuelle (*Le procès canonique en nullité de mariage : une recherche de la vérité*, in *Demeurer dans la vérité du Christ. Mariage et Communion dans l'Église catholique*, Artège éditions, ch. IX).

La solution pastorale est de s'assurer que les mariages sont contractés sciemment et valablement et de rendre les éventuels procès en nullité accessibles à tous les niveaux, même aux gens moins instruits. Mais il n'est pas prudent de mettre en doute la validité de nombreux mariages uniquement pour plaire à l'infime minorité

des divorcés remariés qui revendiquent de recevoir la Communion sans faire amende honorable.

« La charité sans justice n'est pas telle, mais elle est seulement une contrefaçon, car la charité elle-même requiert cette objectivité typique de la justice, qui ne doit pas être confondue avec une froideur inhumaine. A cet égard, comme l'affirma mon prédécesseur, le vénérable Jean-Paul II, dans l'allocution consacrée aux relations entre pastorale et droit : "Le juge doit toujours se garder du risque d'une compassion déplacée qui se transformerait en sentimentalisme, pastoral en apparence seulement" (18 janvier 1990, n° 5). Il faut se garder des rappels pseudo-pastoraux, qui situent les questions sur un plan purement horizontal, où ce qui compte est de satisfaire les demandes subjectives pour parvenir à tout prix à la déclaration de nullité, dans le but de pouvoir surmonter, entre autres, les obstacles à la réception des sacrements de la pénitence et de l'Eucharistie. Le bien très précieux de la réadmission à la Communion eucharistique après la réconciliation sacramentelle, exige en revanche de considérer le bien authentique des personnes, qui est inséparable de la vérité de leur situation canonique. Ce serait un bien factice, et un grave manquement à la justice et à l'amour, que de leur aplanir la voie vers la réception des sacrements, avec le danger de les faire vivre en opposition objective avec la vérité de leur situation personnelle » (Benoît XVI, Discours au Tribunal de la Rote Romaine, du 29 janvier 2010).

– XIII –

Le rôle de la grâce surnaturelle dans l'engagement à la chasteté conjugale

95 QUESTION : L'homme d'aujourd'hui semble incapable de prendre des engagements définitifs, à garder toute la vie. Le mariage monogame et indissoluble semble impraticable à la plupart des gens. N'est-ce pas utopique que l'Église exige la fidélité et la chasteté des conjoints et des enfants ?

RÉPONSE :

Dieu ne demande pas à l'homme un but impossible à atteindre ni un engagement au-delà de ses forces. Si les forces naturelles lui manquent, la Providence lui donne alors les forces surnaturelles nécessaires pour remplir sa mission. Notre Seigneur Jésus-Christ ne demande rien d'impossible aux conjoints, aux grands-parents ou aux enfants, car Il leur donne la grâce suffisante.

« La dignité et la responsabilité de la famille chrétienne comme Église domestique ne peuvent être vécues qu'avec l'aide continue de Dieu, qui lui sera immanquablement accordée si elle est implorée dans la prière avec confiance et humilité » (St Jean-Paul II, Familiaris consortio, n° 59).

96 QUESTION : Est-il vraiment possible de vivre dans la chasteté ?

RÉPONSE :

« Tous les fidèles du Christ sont appelés à mener une vie chaste selon leur état de vie particulier » (Catéchisme de l'Église Catholique, n° 2348). L'Église enseigne que la chasteté parfaite en dehors du mariage et la chasteté conjugale sont toutes les deux conformes à la nature et donc théoriquement possibles. Dans la pratique, néanmoins, à cause du péché originel, il n'est possible de maintenir la chasteté qu'avec l'aide de la grâce surnaturelle, par laquelle un engagement lourd devient léger : « Mon joug est aisé, et mon fardeau léger » (Mt. 11. 29-30). Une fois que l'habitude de la luxure a été remplacée par celle de la chasteté, celle-ci devient une vertu gratifiante.

« La chasteté comporte un apprentissage de la maîtrise de soi, qui est une pédagogie de la liberté humaine. L'alternative est claire : ou l'homme commande à ses passions et obtient la paix, ou il se laisse asservir par elles et devient malheureux » (Catéchisme de l'Église catholique, n° 2339).

97 QUESTION : Bien qu'en théorie la chasteté soit praticable, comment peut-elle l'être dans la pratique, à notre époque si dissolue et dominée par le pansexualisme ?

RÉPONSE :

Il a toujours été difficile de garder la chasteté ; il l'est davantage dans la société moderne dont les milieux mondains, la culture et les médias étalent la luxure. Aujourd'hui plus que jamais, pour rester chastes, les fidèles doivent marcher à contre-courant et il leur faut pour cela une aide spéciale de la grâce divine, par la prière, l'ascèse et la pénitence. Du coup, vivre chastement aujourd'hui a plus de mérite et est plus gratifiant qu'autrefois.

« La dignité de l'homme exige donc de lui qu'il agisse selon un choix conscient et libre, mû et déterminé par une conviction personnelle et non sous le seul effet de poussées instinctives ou d'une contrainte extérieure. L'homme parvient à cette dignité lorsque, se délivrant de toute servitude des passions, par le choix libre du bien, il marche vers sa destinée » (Gaudium et spes, n° 17).

98 QUESTION : Est-il vraiment possible pour les époux de garder la chasteté conjugale ?

RÉPONSE :

La chasteté conjugale est la condition première d'un mariage sain et fécond et d'une famille qui soit un atout pour la société. *« Cette insistance sans équivoque sur l'indissolubilité du lien matrimonial a pu laisser perplexe et apparaître comme une exigence irréalisable (cf. Mt 19, 10). Pourtant Jésus n'a pas chargé les époux d'un fardeau impossible à porter et trop lourd (cf. Mt 11. 29-30). (...) En venant rétablir l'ordre initial de la création perturbé par le péché, il donne lui-même la force et la grâce pour vivre le mariage dans la dimension nouvelle du Règne de Dieu »* (Catéchisme de l'Eglise Catholique, n. 1615).

99 QUESTION : Ne paraît-il pas évident qu'en matière de famille la cause est perdue et qu'il ne reste maintenant plus rien à faire ?

RÉPONSE :

Mais si, il y a beaucoup à faire, et de toute urgence ! Au lieu de se plaindre de la situation et de se résigner au pire, il est grand temps que les chrétiens se mettent en action pour récupérer le terrain perdu en employant tous les moyens nécessaires, et en se rappelant le mot de saint Paul : *« Je puis tout en Celui qui me fortifie »* (Phil. 4, 13).

« Aimer la famille signifie savoir en estimer les valeurs et les possibilités, en cherchant toujours à les promouvoir. Aimer la famille signifie reconnaître les dangers et les maux qui la menacent afin de pouvoir les surmonter. Aimer la famille signifie faire en sorte de lui assurer un milieu qui soit favorable à son développement. Et c'est encore une forme éminente de l'amour que de redonner à la famille chrétienne d'aujourd'hui, souvent tentée de se décourager ou angoissée par les difficultés croissantes, des raisons de croire en elle-même, dans ses richesses de nature et de grâce, dans la mission que Dieu lui a confiée » (St Jean-Paul II, *Familiaris consortio*, n° 86).

100 QUESTION : Que faut-il faire alors ?

RÉPONSE :

« Nous voulons à cette occasion rappeler l'attention des éducateurs et de tous ceux qui ont des tâches de responsabilité pour le bien commun de la société sur la nécessité de créer un climat favorable à l'éducation à la chasteté, c'est-à-dire au triomphe de la saine liberté sur la licence par le respect de l'ordre moral. (...) Aux gouvernants, qui sont les principaux responsables du bien commun, et qui

peuvent tant pour la sauvegarde des valeurs morales, Nous disons : ne laissez pas se dégrader la moralité de vos peuples ; n'acceptez pas que s'introduisent, par voie légale, dans cette cellule fondamentale de la société qu'est la famille, des pratiques contraires à la loi naturelle et divine » (Bx Paul VI, Humanae vitae, n° 22-23).

En conclusion, la Sainte Famille de Nazareth est le modèle par excellence de la famille, parce qu'elle incarne la communion d'amour et son caractère sacré et inviolable. Pour le salut de la famille, les Papes ont recommandé la dévotion au Sacré Cœur de Jésus. Sous ses auspices, Dieu viendra au secours des familles en difficulté avec Sa grâce toute-puissante, Notre Dame les aidera avec sa protection maternelle et l'Église les assistera avec sa parole, sa prière, ses sacrements et sa charité prévenante.

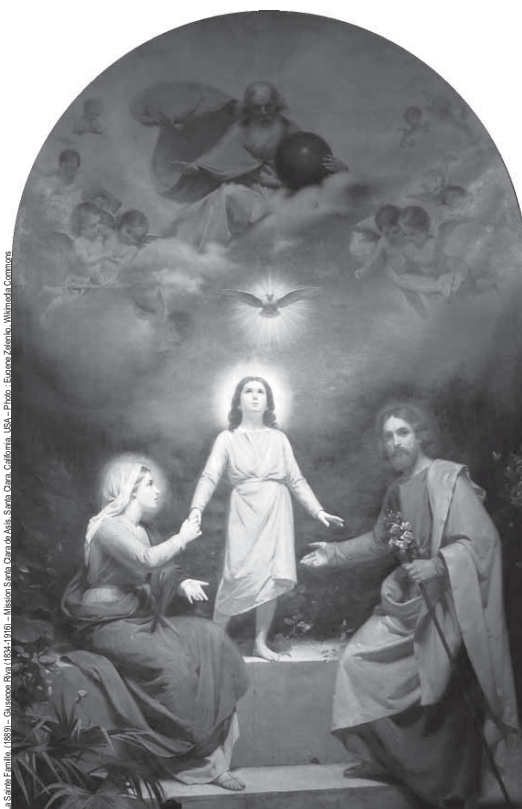


Table des matières

Préface	5
Avant-propos.....	7
I. Le Synode des Évêques et son autorité	9
II. La préparation du Synode sur la famille de 2014	11
III. L'Église et la famille	14
IV. La révolution sexuelle	19
V. L'approche prioritaire du Synode 2014 : la relation Église-monde	22
VI. Doctrine morale et pratique pastorale	25
VII. Conscience personnelle et Magistère	30
VIII. Mariage et famille	33
<i>Mariage : nature, objet et caractéristiques</i>	33
<i>L'Adultère</i>	38
<i>Divorce, séparation, déclaration de nullité</i>	39
IX. Communion pour les gens séparés, divorcés et divorcés-remariés	43
X. Homosexualité et unions de même sexe	48
XI. Quelques mots-clés du débat synodal	50
<i>Les « mots-talisman »</i>	50
<i>L'« approfondissement »</i>	51
<i>Les « personnes blessées »</i>	52
<i>La « miséricorde »</i>	53
XII. Applications de la miséricorde aux différentes situations familiales	57
XIII. Le rôle de la grâce surnaturelle dans l'engagement à la chasteté conjugale.....	58

— « Il me semble que cet ouvrage, par la clarté de son approche théologique aussi bien que par les remarquables clarté et loyauté de son interprétation de la tradition magistérielle sur la famille, peut représenter un instrument très efficace pour aider le peuple chrétien à vivre l'épreuve de ce débat interne, hélas ! non pas toujours libre et sage, dans l'Église comme une occasion de maturation de la foi. La maturation de la foi est en fait la seule raison des épreuves que Dieu permet à l'ensemble du peuple chrétien, à commencer par les plus humbles, c'est-à-dire les plus saints. Avec mes meilleurs vœux d'une large et heureuse diffusion ».

**Mgr Luigi Negri, archevêque de Ferrara-Comacchio,
abbé de Pomposa, Italie**

— « Avec tout mon soutien, j'encourage la publication et la diffusion de l'ouvrage *Option préférentielle pour la famille – 100 questions et 100 réponses autour du Synode*. Ce livre peut être un instrument utile pour tous les lecteurs qui prennent au sérieux le fait que "la santé de la personne et de la société tant humaine que chrétienne est étroitement liée à la prospérité de la communauté conjugale et familiale" (*Gaudium et Spes*, n° 47) ».

**Mgr Anthony Sablan Apuron, OFM Cap., D.D.,
archevêque métropolitain d'Agana [Guam], États-Unis**

— « *Option préférentielle pour la famille – Cent questions et cent réponses autour du Synode* est très utile, parce qu'il répond au moyen d'une doctrine solide aux problèmes urgents auxquels la famille moderne est confrontée. La méthode choisie des "questions-réponses" permet de consulter rapidement ce cahier et de trouver la réponse aux questions qui intéressent le lecteur, ce qui en rend très facile l'utilisation ».

**Mgr Tadeusz Kondrusiewicz,
archevêque métropolitain de Minsk-Mohilev, Biélorussie**

— « Je suis certain de faire œuvre de bien en recommandant la lecture du cahier *Option préférentielle pour la famille*. Puisse la Divine Providence favoriser sa large diffusion ! Un ouvrage sur ce thème était devenu nécessaire. Par ses arguments théologiques, moraux et de prudence pastorale, cet ouvrage est une lumière en ce moment où tant de facteurs menacent cette institution fondamentale de la société. À ses lecteurs je souhaite dès à présent que Notre Dame du Bon Succès leur accorde ses meilleures grâces et c'est avec satisfaction que je leur donne ma bénédiction épiscopale ».

**Mgr Patricio Bonilla Bonilla, OFM,
vicaire apostolique de San Cristóbal, Galápagos, Équateur**